

Joël ANDRIANTSIMBAZOVINA

Agrégé des facultés de droit

Professeur à l'Université Toulouse – Capitole

Doyen honoraire de la Faculté de Droit, de Science politique et de Gestion de La Rochelle

Professeur invité à l'Université Paris Sorbonne Abu-Dhabi



Né en 1965 à Antsirabe (Madagascar)

Coordonnées Professionnelles :

Université Toulouse 1 - Capitole
2, rue du doyen Gabriel Marty

31042 TOULOUSE

Courriel : joel.andriantsimbazovina@ut-capitole.fr

CURSUS ET DIPLOMES :

Depuis 2000 : Professeur des universités (France), Classe exceptionnelle 2.

2000 - : Agrégé des facultés de Droit, Droit public (2000), présidence de Pierre Delvolvédé.

1995 – 2000 : Maître de conférences à l'Université Montesquieu – Bordeaux IV

1^{er} décembre 1994 : Docteur en droit public de l'Université de Bordeaux – Faculté de Droit et de Science politique – avec la mention Très Honorable et les Félicitations du jury

1^{er} décembre 1994 : Habilitation à diriger des recherches de l'Université de Bordeaux – Faculté de Droit et de Science politique

1993 - 1995 : Allocataire temporaire d'enseignement et de recherche - Université de Bordeaux

1989 – 1993 : Allocataire d'enseignement et de recherche - Université de Bordeaux

1989 : DEA de Droit public de l'Université de Bordeaux – Faculté de Droit et de Science politique – (Major)

1988 : Maîtrise de Droit public de l'Université de Bordeaux – Faculté de Droit et de Science politique – (Major)

1987 : Licence en droit de l'Université de Bordeaux - Faculté de Droit et de Science politique

1986 : DEUG Droit l'Université de Bordeaux - Faculté de Droit et de Science politique

1983 : Baccalauréat Série A – Lettres et philosophie – Madagascar (Académie d'Antsirabe)

- Etudes secondaires au Lycée André Resampa – Antsirabe (Madagascar)

OBLIGATIONS MILITAIRES : Service national à l'Académie militaire d'Antsirabe et au Collège d'enseignement général d'Antsirabe (1983-1984).

PRIX ET DISTINCTIONS SCIENTIFIQUES :

Depuis 2015 - : Prime d'encadrement doctoral et de recherche.

2008 – 2012 : Prime d'encadrement doctoral (Prime d'excellence scientifique)

1996 : Subvention de thèse du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

1995 : 1^{er} prix de thèse du Groupe Européen de Droit Public – European Public Law Organisation (Septses-Grecce)

FONCTIONS ADMINISTRATIVES

Instances universitaires:

*** Université Toulouse 1 – Capitole :**

- 2018 - 2022 : membre élu du Conseil de la Faculté de droit.

- 2015 (octobre) -2025 (février) : Directeur de l'Ecole doctorale Droit et Science politique

***Université de La Rochelle :**

- 2012 – 2013 : Membre du Conseil scientifique de l’Université de La Rochelle
- 2011 – 2013 : Directeur de l’Institut Pierre Pescatore – Droits, Libertés, Europe, Globalisation (transformation du LASAPE après restructuration)
- 2010 – 2011 : Directeur du Laboratoire d’Analyses de l’Action publique et de l’Europe (LASAPE)
- 2007 – 2011 : Directeur du Programme pluri-formation (PPF) **Droit commun européen et Europe politique.**
- 2008 – 2009 : Vice-président de l’Université de La Rochelle chargé de l’Action internationale et européenne
- 2006 – 2009 : Doyen de la Faculté de Droit, de Sciences politiques et de gestion de La Rochelle
- 2006 – 2013 : Membre du Conseil de Faculté, de la Faculté de Droit, de Science politique et de gestion de La Rochelle.

***Université de Limoges :**

- 2003 - 2006 : Professeur à l’Université de Limoges:
Directeur de l’Observatoire des Mutations Institutionnelles et Juridiques, Equipe d’Accueil 3177 ; directeur du Master 2 Droit public général et européen ; membre de la Commission de spécialistes de droit public.

***Université de Besançon :**

- 2000 - 2003 : Professeur à l’Université de Besançon:
Membre élu du Conseil scientifique de l’Université de Besançon ; Co-directeur du Centre d’Etudes de Droit public ; Co-directeur du DESS « Juriste européen » ; Directeur du DEA Transformations du droit public ; Président de la Commission de spécialistes de droit public, d’histoire du droit et de science politique ; Vice-président de la Commission de spécialistes de droit public, d’histoire du droit et de science politique ; Membre élu du Conseil d’UFR des Sciences juridiques, économiques, politiques et de gestion.

***Université de Bordeaux Montesquieu – Bordeaux IV :**

- 1995 – 2000 : Maître de conférences à l’Université Montesquieu-Bordeaux IV: membre élu au collège B du Conseil d’UFR Léon Duguit ; membre élu au collège B de la Commission de spécialistes de droit public.

Instances consultatives ou/et d’évaluation :

- 2025 et en cours : Conseiller scientifique projet au service d’analyse de la recherche du département d’évaluation de la recherche du Haut conseil d’évaluation de l’enseignement supérieur et de la recherche.
- 2016 -2020: Membre du Conseil national du droit : http://www.conseilnationaldudroit.fr/22318792/0/fiche_pagelibre/&RH=CND-FR&RF=CND-PRESENT
- 2019-2021, Membre élu du Conseil national des Universités, Section 02 – Droit public .
- 2015 - 2019: Membre nommé du Conseil national des Universités, Section 02 – Droit public : <http://www.cpcnu.fr/web/cnu-section-02/membres-de-la-section> ;
- 2012 - 2015: Membre de la Commission nationale consultative des droits de l’homme (Instance nationale de promotion et de protection des droits de l’homme reconnue par l’Organisation des Nations-Unies : <http://www.cncdh.fr/>).
- 2010 - 2014: Membre du Conseil national de réflexion éthique sur l’expérimentation animale auprès du Ministère de l’Enseignement supérieur et de la Recherche.
- 2009 – 2014 : Membre du Conseil supérieur de la Recherche et de la Technologie auprès du Ministère de l’Enseignement supérieur et de la Recherche
- 2008 – 2012 : Membre du Comité national de la Recherche scientifique, Section 40 – Politique, pouvoir, organisation.

Associations savantes :

- Président fondateur de l’Institut pour le Droit des Libertés (Association dissoute en 2023 en attendant la création d’une autre association équivalente).
- jusqu’en 2020 : Membre de la branche française de l’International Law Association : <http://www.ila-hq.org/index.php/french-branch>
- Président du Cercle des Constitutionnalistes : <http://www.constitutionnalistes.fr/> jusqu’en septembre 2012. Membre du Conseil d’administration.
- 2003 – 2015 : Membre élu du Conseil d’administration de l’Institut international des Droits de l’Homme, créé par René Cassin, depuis 2003 : <http://www.iidh.org/>
- Commission pour l’Etude des Communautés européennes (1996 – 2010): membre élu du conseil d’administration (2005 – 2009).
- Association Française de Droit Constitutionnel depuis 1997.

RECHERCHE

Direction de recherche :

***Université Toulouse 1 – Capitole :**

- Depuis mars 2024 : Responsable du Centre de droit comparé au sein de l’Institut de Recherche en Droit Européen, International et Comparé.
- 2021 – 2025 : directeur du programme **Evolution sociétale et Droits de l’Homme** au sein de l’Institut de Recherche en Droit Européen, International et Comparé.
- 2016-2020 : directeur du programme **DFI - Droits fondamentaux et intégration** et du programme **Amphis des Libertés** dans le cadre du Centre d’Excellence Jean Monnet au sein de l’Institut de Recherche en Droit Européen, International et Comparé.
- Depuis 2014 : Co-direction avec Xavier Bioy de l’Unité Toulousaine d’Etudes des Libertés (UTELIB) : axe thématique de l’Institut Fédératif de Recherche.
- 2014-2020 : Direction du programme **IDHEAL - Intégration et Droits de l’Homme dans les Espaces de Libertés** - au sein de l’Institut de Recherche en Droit Européen, International et Comparé.
- Depuis 2014 : Direction de la « Chronique de jurisprudence des cours supranationales en matière de droits de l’homme » aux Petites Affiches avec la participation de doctorants, docteurs et maîtres de conférences de l’Institut de Recherche en Droit Européen, International et Comparé, de l’Institut Maurice Hauriou et de l’Institut des Etudes Juridiques de l’Urbanisme, de la Construction et de l’Environnement.

***Université de La Rochelle :**

- 2011 -2013 : Directeur de l’Institut Pierre Pescatore, Droits, Europe, Libertés, Globalisation – Equipe d’accueil 3818 (transformation après restructuration du LASAPE).
- 2010 – 2011 : Directeur du Laboratoire d’Analyses de l’Action publique et de l’Europe (Equipe d’Accueil 3818).
- 2007 – 2012 : Directeur du Programme Pluri-formation « Droit commun européen et Europe politique ».

***Université de Limoges :**

- 2005-2006 : Directeur de l’Observatoire des Mutations institutionnelles et Juridiques à l’Université de Limoges.

***Université de Besançon.**

- 2000 à 2003 : Centre d’Etudes de Droit public à l’Université de Besançon.

Direction de colloque et de séminaires :

22°) *La fabrique des constitutions : expériences africaines. De Madagascar à la République centrafricaine*, Cycle de conférences avec le professeur Jean-François Akandji-Kombé, Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne, le 12 juin 2025.

21°) *Le droit d’intégration régionale africaine vu depuis les Etats membres – Cycle 3 : Les juges*, en co-direction avec Samuel Priso-Essawe et L. Matala-Tala, 27 janvier 2025.

20°) *Le droit d’intégration régionale africaine vu depuis les Etats membres – Cycle 2 : La conduite internationale des Etats*, en co-direction avec Samuel Priso-Essawe et L. Matala-Tala, le 3 juin 2024, à paraître à la Revue Droit et politique en Afrique.

19°) *Le droit d’intégration régionale africaine vu depuis les Etats membres – Cycle 1 : La norme*, en co-direction avec Samuel Priso-Essawe et L. Matala-Tala, 15 janvier 2024, à paraître à la Revue Droit et politique en Afrique.

18°) *La judiciarisation de la vie publique : gouvernement des juges ou dialogues avec les juges*, table ronde avec le sénateur Philippe Bonnecarrère, les professeurs Julien Bonnet, Hélène Gaudin, Stéphane Mouton, le 11 décembre 2023, à Toulouse.

17°) *Puissances privées et droits de l’homme*, 15-16 juin 2023.

16°) *Médias et démocratie : quel avenir pour le journalisme d’investigation en Afrique ?* direction avec Patrick Kabou, docteur en droit de l’Université Toulouse 1 – Capitole, avocat à la cour ; Jean-Michel De Waele, professeur de Science politique Université Libre de Bruxelles ; Sergiu Miscoiu, professeur de Science politique, directeur du Centre d’Etudes Africaines, Université Babes Bolyai – Cluj-Napoca, Webinaire du 18 janvier 2022.

15°) *Métamorphoses Africaines : investissements, développement durable, responsabilité sociétale des entreprises, médiation et droits de l’homme*, direction avec Patrick Kabou, Webinaire du 22 au 25 juin 2021.

14°) Droits fondamentaux et intégration européenne. Bilan et perspectives de l'Union européenne, 10-11 juin 2021

13°) Pouvoirs publics et paix sociale à l'épreuve du Covid-19 (avec Patrick Kabou), Webinaire du 5 juin 2020: https://irdeic.ut-capitole.fr/recherche/manifestations-scientifiques/webinaire-pouvoirs-politiques-et-paix-sociale-a-l-e-preuve-du-covid-19-organise-par-l-irdeic-859299.kjsp?RH=RECH_IRDEIC-FR

12°) Laïcité et défense de l'Etat de droit (avec Patrick Kabou), Séminaire international « Religions, Droits de l'Homme et Paix », Unité Toulousaine d'Etudes des Libertés (UTELIB), Institut fédératif de recherche, 11 – 12 avril 2019.

11°) Intégration et droits de l'homme, 18-19 octobre 2018, Editions Mare & Martin, collection Horizons européens, 2018.

10°) Question principale de conventionnalité, 3 juin 2016, Ateliers doctoraux, co-direction avec Antoine Botton, en l'honneur de Frédéric Sudre avec la participation de Nicole Belloubet, Baptiste Bonnet, Jean-François de Montgolfier. Cahiers de l'IRDEIC n°9/2018, Presses de l'Université Toulouse 1 – Capitole, .

9°) La protection des droits de l'homme par les cours supranationales, 8-9 octobre 2015, co-direction avec L. Burgorgue-Larsen et S. Touzé, colloque de l'Institut international des Droits de l'Homme, organisé dans le cadre de l'Institut de Recherche en Droit Européen, International et Comparé et de l'Institut Maurice Hauriou, Actes publiés aux éditions Pédone en 2016.

8°) Faut-il aller vers la 6^e République ?, 21 juin 2012, Conseil général de la Charente-Maritime et Faculté de Droit, de Sciences politique et de gestion de La Rochelle,

7°) Office du juge et politique, 14 décembre 2011, Faculté de Droit, de Sciences politique et de gestion de La Rochelle,

6°) Actualités de l'office du juge, 19 novembre 2010, Faculté de Droit, de Sciences politique et de gestion de La Rochelle,

5°) Les droits fondamentaux constituent-ils le ferment d'un véritable droit commun européen ?, table ronde internationale et européenne, 28 juin 2008, Faculté de Droit, de Sciences politique et de gestion de La Rochelle,

4°) Comment exploiter la Convention européenne des Droits de l'homme dans les procédures nationales ? Bilan et perspectives, avec Bertrand Favreau, colloque international et européen, 11-12 mai 2007, Faculté de Droit, des Sciences politique et de gestion de La Rochelle,

3°) La justice administrative en Europe, avec Yann Aguila, Gilles Dumont, Hélène Pauliat, Yves Kreins, Maison du barreau, Paris, 16 mars 2007. Actes publiés aux Presses universitaires de France.

2°) L'effectivité des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, avec Jean-Pierre Marguénaud, colloque international et européen, 30-31 mars 2006, Faculté de Droit de Limoges,

1°) Les Communautés et l'Union européennes face aux défis de l'élargissement, colloque international et européen, co-direction avec Christophe Geslo, colloque international et européen de la Commission pour l'Etudes des Communautés européennes et européennes, 17-18 octobre 2001, Faculté de Droit de Besançon. Actes publiés à La documentation française.

Direction de thèse :

Thèses en cours :

Grégoire Bakandeja-Mukenge, *Le déni de justice et la Cour européenne des droits de l'homme*, début octobre 2017, Attaché temporaire d'enseignement et de recherche à partir du 1^{er} septembre 2022. Soutenance prévue le 3 octobre 2025.

Misa Razafindrakoto, *La gouvernance démocratique à Madagascar*, début de thèse en 2022.

Christina Rionidze, *Les droits des femmes dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour de justice de l'Union européenne*, début 2022.

Privat Rodin Zahimanohy, *La Cour africaine des droits de l'homme et les contentieux des droits de l'homme devant les cours régionales en Afrique*, début 2022.

Théo Delcloup, La protection des personnes privées des libertés dans les conflits internationaux non internationaux devant les organes internationaux des droits de l'homme, début 2024.

Maéva Eddouh, *Les enjeux de la coopération transfrontalière interétatique pour le développement du régime d'asile européen commun*, début 2024.

Ali Outman, *Le constitutionnalisme africain à l'épreuve de la protection européenne des droits de l'homme. Réflexion sur l'influence du droit international des droits de l'homme sur le droit constitutionnel africain*, début 2025.

Thèses soutenues et devenir des docteurs :

15°) Aboudou Bonaïdi, *Les rapports officiels sur la réforme de l'Etat sous la 5e République*, Université de La Rochelle, début en 2007, **soutenue en 2009. Avocat.**

14°) Laurent Berthier, *La qualité de la justice*, **soutenue à l'Université de Limoges, le 30 novembre 2011** (en codirection avec Hélène Pauliat). **Maître de conférences à l'Université de Limoges**

13°) Maéva Despaux, *Le droit d'accès à la protection internationale dans l'Union européenne. Étude de l'impact de l'article 18 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne sur l'accès à un territoire et à une procédure*, Thèse en cotutelle avec l'Université Pompeu Fabra de Barcelone, co-direction avec Silvia Morgades-Gil, **soutenue à l'Université Toulouse Capitole, le 10 juillet 2025.**

12°) Daniel Djie, *Le droit à un procès équitable et la justice transitionnelle. Le cas de la Côte d'Ivoire*, Université Toulouse 1 – Capitole, début octobre 2013, **Thèse soutenue le 5 décembre 2018. Daniel Djie. Avocat et universitaire à l'Institut Catholique de Toulouse.**

11°) Ehueni Innocent, *Les accords politiques dans la résolution des conflits internes en Afrique*, Université de La Rochelle, **soutenue à l'Université de La Rochelle le 14 décembre 2011** (cotutelle avec l'Université de Cocody – Abidjan). : Editions L'Harmattan. **Avocat en France et universitaire en Côte d'Ivoire.**

10°) Patrick Kabou, *Libertés fondamentales et terrorisme transfrontalier en Afrique*, septembre 2017 en co-direction avec Samba THIAM, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal, **thèse soutenue le 17 décembre 2019, Avocat en France et au Sénégal.**

9°) Bilal Kaoula, *L'éloignement des étrangers dans la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme*, depuis 2009, **soutenue à l'Université de La Rochelle le 14 décembre 2013. Enseignant dans une école de commerce.**

8°) Nacer Kassous, *La radicalisation religieuse appréhendée par la norme juridique au prisme de l'Etat de droit*, en co-direction avec Jérôme Ferret (MCF HDR en sociologie), **thèse soutenue le 28 mars 2022. Agent spécialisé en matière de prévention et de suivi de la radicalisation dans l'administration pénitentiaire.**

7) Hubert Koki, *Les droits fondamentaux des personnes morales dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme*, **soutenue à l'Université de La Rochelle, le 13 décembre 2011.** Editions L'Harmattan. **Avocat en France et universitaire en Côte d'Ivoire.**

6) Yannick Lécuyer, *Les droits politiques dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme*, Université de La Rochelle, début en 2003, **soutenue en 2007, 1er Prix de thèse du Sénat 2008. Maître de conférences à l'Université d'Angers.**

5°) Thomas Manrique, *Les questions sociétales et la jurisprudence de la Cour européenne et la Cour interaméricaine des droits de l'homme*, Université Toulouse 1 – Capitole, début octobre 2015, **Thèse soutenue, le 13 décembre 2021, Chef de Section au Conseil national de la Principauté de Monaco.**

4°) Wenceslas Monzala, *Le recours devant la Cour européenne des droits de l'homme. Essai d'analyse stratégique*, Université Toulouse 1 – Capitole, Attaché temporaire d'enseignement et de recherche, **Thèse soutenue le 5 janvier 2021, Avocat.**

3°) Virgile Renaudie, *L'articulation du droit international et du droit français : illustration par la responsabilité*

des militaires et de l'Etat en cas de commission de crime contre la paix et la sécurité de l'humanité, Université de Limoges, début en 2001, **soutenue en 2005**, (co-direction avec Hélène Pauliat). **Avocat en France**.

2°) Dahirou Sant Anna, *Conflits internes, crises humanitaires et droit international*, Université de Limoges, **soutenue le 28 septembre 2011** (co-direction avec Virginie Saint-James). **Membre du bureau du procureur de la Cour pénale internationale, La Haye**.

1°) Yanis Zoubeidi-Defert, *La liberté des partis politiques*, Université de Besançon, **soutenue en 2008**, **Avocat en France**.

Direction éditoriale :

Chronique Droit des libertés, Revue générale du droit en ligne (refonte en cours).

Collection Horizons européens, Mare et Martin (co-direction).

Chronique de jurisprudence des cours supranationales en matière de droits de l'homme, Petites Affiches, Editions Lextenso, de 2015 à 2018.

Dictionnaire des Droits de l'Homme (co-direction), Presses universitaires de France, 2008.

2003 – 2012 : *Annuaire de Droit européen*, Bruxelles, Bruylant, revue annuelle francophone

Comités de rédaction:

American Book of International Law

Droit et politique en Afrique

Collection Entertainment, Bruxelles, Bruylant, Revue puis Collection Bilingue Français-Anglais.

Le blog de droit européen

Revue Française de Droit administratif (Dalloz) de 1998 à 2011;

Revue de l'Histoire des Facultés de Droit et de la Science Juridique, de 2007 à 2012.

Revue *Droits* depuis 2008.

Production scientifique (voir liste exhaustive en annexe).

20 ouvrages et revues dont 2 individuels, 1 direction, 3 en co-auteurs, 12 en co-direction.

188 articles, chroniques, communications et études.

81 Contributions à des colloques internationaux et européens.

ENSEIGNEMENTS

Présentation générale :

Direction de diplôme :

2025 : Directeur du Diplôme d'université délocalisé à Dakar, Médiation, dialogue social et règlement des conflits en Afrique, avec Patrick Kabou (docteur en droit, avocat).

Depuis 2016 : Master 2 *Droit des libertés*, codirection avec Xavier Bioy.

2014 - 2016: Direction du *Parcours Franco-Hellénique – Protection des droits et espace social européen* du Master Droit européen. Double diplôme avec l'Université Aristote de Thessalonique.

2009 - 2010 : Master 2 Juriste européen et international à l'Université de La Rochelle

2004 - 2006 : Master 2 Droit public général et européen à l'Université de Limoges

2000 - 2003 : DEA Transformations du droit public à l'Université de Besançon

2001 - 2003 – codirection : DESS Juriste européen à l'Université de Besançon.

Cours magistraux :

ACTUEL (Université Toulouse 1 – Capitole) :

Protection européenne des droits fondamentaux ((Master 2 Droit européen-Master 2 Droit des libertés) ; Droits environnementaux de l'Homme (Master 2 Droit de l'environnement) ; Droit international et européen des droits de l'homme (Master 1 Droit international, européen et comparé) ; Droit des libertés (Licence – 3^e année- 33h CM) ; Droit des libertés fondamentales (Préparation aux examens et concours – Institut d'Etudes judiciaires).

Formations :

- 1995 - 2000 : Formation des auditeurs de l'Ecole Nationale de la Magistrature au droit de la Convention européenne des droits de l'homme - Droit à un procès équitable
- 1995 à 2000 : Formation des magistrats du Luxembourg au droit de la Convention européenne des droits de l'homme - Droit à un procès équitable.
- 1995 à 2002 : Préparation des étudiants et fonctionnaires au concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration – Droit constitutionnel – à Sciences po Bordeaux.

EXPERTISES**Conseil en stratégie et en formation.**

Depuis janvier 2025, Conseiller scientifique projet au service d'analyse de la recherche du département d'évaluation du Haut Conseil d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement supérieur.

Depuis 2017 : Haut Conseil d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement supérieur (évaluation des formations en Master ; présidence d'un comité de visite d'unités de recherche).

2014 : Haut Conseil d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement supérieur (évaluation globale d'un établissement : formations, recherche, gouvernance).

- 2013 – 2014 : Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement supérieur (évaluation formations – Master).

- 2012 – 2013 : Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement supérieur (évaluation de projets PRES).

- 2012 : Agence nationale de la recherche (évaluation de projets).

- 2011 – 2012 : Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement supérieur (évaluation des Master).

- mai – juin 2010 : Comité consultatif constitutionnel de Madagascar : rédaction du projet de Constitution de la 4^{ème} République de Madagascar

- mars 2010 : Conseil national de réflexion éthique sur l'expérimentation animale.

- août 2009 : participation à la préparation des Accords de Maputo entre les anciens chef d'Etat de Madagascar et le président de la Transition

2009 - 2014 : Conseil supérieur de la recherche et de la technologie ;

2008 - 2012: membre du Comité national de la recherche scientifique, Section 40, Politique, pouvoir, organisation (évaluation des chercheurs, des unités de recherche, des projets de colloque, recrutement des chercheurs par concours), rédaction d'une vingtaine de rapports par an dans ce cadre ;

2008 - 2012 : Expertise AERES au titre de la Section 40, Politique, pouvoir, organisation, du Comité national de la recherche scientifique

depuis 2003 : Membre de jurys de prix de thèses (CEDECE et Institut international des Droits de l'homme – René Cassin).

JURY DE CONCOURS ET D'EXAMEN :

- 2015-2016 : Président du jury du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat, Toulouse.

- 2014 : Membre du jury du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat, Toulouse.

- 2013 : Membre du jury du 16^e concours d'agrégation du Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement supérieur, jury de Droit public (Congo Brazzaville, en République du Congo).

- 2008 – 2012 : Membre du jury des concours du CNRS, Section 40, Politique, pouvoir, organisation.

- 2003-2004 : membre du jury d'examen d'entrée au Centre Régional de Formation à la Profession d'Avocat de Limoges, pour l'épreuve d'exposé - discussion, en *Libertés fondamentales*.

- 1998-1999 : membre du jury d'examen d'entrée au Centre Régional de Formation à la Profession d'Avocat de Bordeaux, pour l'épreuve d'exposé - discussion, en *Libertés fondamentales*.

COMITE DE SELECTION ET COMMISSION DE SPECIALISTES (RECRUTEMENT):

A siégé dans des comités de sélection et commission de spécialistes dans les universités suivantes : Angers, Avignon, Besançon, Bordeaux, Limoges, La Rochelle, Poitiers, Montpellier, Toulouse.

JURY DE THESE :

A siégé dans plus d'une quarantaine de jury de thèse dans les universités suivantes : Aix-Marseille, Besançon, Bordeaux, Grenoble, La Rochelle, La Réunion, Lille 2, Limoges, Montpellier, Nanterre, Paris 2 - Assas, Poitiers, Strasbourg.

JURY DE PRIX DE THESE :

Membre du jury du Prix de thèse de l’Institut Louis Joinet à la suite de l’Institut Universitaire Varenne ; participe au jury du Prix de l’Association Françaises d’Etudes Européennes (rapporteur) ; A siégé dans le jury du prix de thèse de la Commission pour l’Etude des Communautés Européennes, celui de l’Institut international des Droits de l’Homme, celui du Conseil constitutionnel.

MISSIONS A L’ETRANGER ET OUTRE-MER :

En Allemagne, en Belgique, au Canada, au Congo-Brazzaville, aux Emirats-Arabs Unis, en Espagne, aux Etats-Unis d’Amérique, en Grèce, en Guyane, au Luxembourg, au Portugal, à Madagascar, à Mayotte, en Roumanie, au Sénégal, en Suisse, en République Tchèque, en Turquie, à La Réunion.

*Allemagne : recherche codirigée avec Gilles Dumont et Hélène Pauliat dans le cadre du GIP Mission de Recherche Droit et Justice à l’Académie de Droit Européen de Trèves sur la *Justice administrative en Europe* (2005);

*Belgique : recherche et colloque à la Commission européenne avec la CEDECE sur *L’élargissement des Communautés et l’Union européennes* (2002) ;

* Canada : Université de Laval, cours en ligne de 3^e Congrès de l’Association des hautes juridictions de cassation ayant en partage l’usage du français sur *l’Internationalisation de la justice* à Ottawa (2010), Conférence sur *L’universalité des Droits de l’Homme* à Toronto (2010) ;

* Congo Brazzaville : Membre du jury du 16^e concours d’agrégation du Conseil Africain et Malgache pour l’Enseignement supérieur (2013).

* Emirats Arabes-Unis : enseignement de Droit institutionnel de l’Union européenne (2017), Droit des libertés publiques (2018), Protection internationale et européenne des droits de l’homme, 2019, 2020, 2021 ; *Environmental Justice (en anglais)*, 5 au 18 mars 2023.

* Espagne, 3 mai 2024, Conférence sur « La primauté du droit de l’Union européenne et la Convention européenne des droits de l’Homme », Université de La Laguna, Iles Canaries.

* Etats-Unis d’Amérique : tournée de conférence sur *L’universalité des Droits de l’Homme au Macalester College et au Wells Fargo de Minneapolis* (2010)

* Grèce : Participation au colloque sur *L’européanisation du droit* dans le cadre du 1^{er} Prix de thèse obtenu pour ma thèse à Spetses (1995) et contribution au colloque sur *Civilisations et Droit public* à Athènes (2003) ; Conférences sur la Convention européenne des droits de l’homme et le droit international humanitaire et Le droit de grève et la liberté syndicale dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l’homme, Université Thessalonique, 15-18 février 2015 ; Mission à l’Université de Thessalonique la semaine du 6 mai 2019 ; Mission à l’Université de Thessalonique la semaine du 10 octobre 2022, participation à la cérémonie de remise des Mélanges en son honneur au président Vassilos Skouris.

* Guyane : Participation au colloque Les régimes des autochtones et populations locales des Outre-mer français. Droit et politique comparés, 24-28 octobre 2022.

* Luxembourg : formation des magistrats du Luxembourg sur *Le droit à un procès équitable selon la Convention européenne des droits de l’homme* pour le compte de l’Ecole nationale de la Magistrature (1995 à 2000); Visite de la Cour de justice de l’Union européenne (CJUE), *rencontre sur le droit de la concurrence, les aides publiques et la propriété intellectuelle* avec des membres du Tribunal de Première instance de l’Union européenne et de la CJUE (2007) ; contribution à un colloque à la CJUE sur *La Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne après le Traité de Lisbonne* (2008).

* Mayotte : participation au colloque *Pour un nouveau droit des outre-mer du XXIe siècle*, colloque de Mayotte des 8 et 9 novembre 2022.

*Portugal : Cours *Environmental Justice : a supranational approach*, Faculté de droit de Lisbonne, du 28 avril au 2 mai 2025.

* Roumanie : Cours d’été de *droit communautaire et de droit de la Convention européenne des droits de l’homme* pour le compte de l’Institut international des Droits de l’Homme, René Cassin, à Iasi (2006).

* Sénégal : Conférences et installation du Diplôme d’Université Médiation, dialogue social et règlement des conflits en Afrique, Dakar, Louga, Saint-Louis du 28 au 31 juillet 2025 ; Session de la Fondation René Cassin - Institut international des Droits de l’Homme - sur le *Système européen de protection des droits de l’homme* (Septembre 2022) ; Conférences et colloques au Centre Africain de Complémentarité Scolaire Universitaire et de Promotion (Dakar) et l’Institut Français de Saint-Louis du 18 au 23 janvier 2021 ; Session de l’Institut international des Droits de l’Homme sur le *Système européen de protection des droits de l’homme (Conseil de l’Europe - Union européenne)* (2004).

* Suisse : Cours à l’Université de Fribourg sur la *Constitution Européenne et sur le Traité établissant une Constitution sur l’Europe (2005 – 2006)*.

* Turquie : Colloque sur *Les méthodes d'interprétation de la Cour européenne des droits de l'homme* à Ankara (2003) et recherche sur la *Convention européenne des droits de l'homme et la Turquie* à Istanbul (2004).

* La Réunion : Cours sur les *Relations extérieures de l'Union européenne* (2008).

AUTRES COMPETENCES

- Professeur de Karaté-Do – Titulaire du Diplôme d'Instructeur Fédéral – Fédération Française de Karaté et disciplines associées.

PRODUCTIONS ET PUBLICATIONS.

21 ouvrages et revues dont 2 individuels, 3 directions, 3 en co-auteur, 12 en co-direction.

199 études, chroniques et communications.

85 colloques.

Ouvrages et revues:

En préparation :

Manuel de Droit de la Convention européenne des droits de l'homme, Presses universitaires de France, collection Droit Fondamental,
Droit des libertés, LexisNexis, Collection Manuel, ouvrage individuel.

Ouvrages et revues publiés ou sous-presse.

21°) *La Cour européenne des droits de l'homme*, Dalloz, Collection A Savoir, 7 novembre 2024.

20°) *Puissances privées et droits de l'homme (dir.)*. Paris, Mare & Martin, 2024.

19°) *Droits fondamentaux et intégration européenne. Bilan et perspectives de l'Union européenne* (direction), Paris, Mare & Martin, 2021.

18°) *Laïcité et défense de l'Etat de droit* (direction avec Patrick Kabou), Presses de l'Université Toulouse 1- Capitole, 2020.

17°) *Intégration et droits de l'homme (dir.)*, Paris, Mare & Martin, 2018.

16°) *Code des droits de l'homme et des libertés fondamentales 2023, 6^e éd.*, Paris, LexisNexis, 2022.

15°) *Méthodologie des épreuves d'accès au CRFPA, 3^e éd.*, , 2018, avec D. Bert, D.R Benitah, T. Gisclard, 4^e édition, Paris, LexisNexis, 2019.

14°) *La protection des droits de l'homme par les cours supranationales*, Paris, Pédone, 2016, co-direction avec L. Burgogue-Larsen et S. Touzé.

13°) *Les grands arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne, 2^e éd.*, Paris, Dalloz, 2023, avec H. GAUDIN, M. BLANQUET, F. FINES..

12°) *Annuaire de Droit Européen*, 2009, vol.7, Bruxelles, Bruylant, 2012. Co-direction avec C. BLUMANN, H. GAUDIN, F. PICOD.

11°) *Annuaire de Droit Européen*, 2008, vol.6, Bruxelles, Bruylant, 2011. Co-direction avec C. BLUMANN, H. GAUDIN, F. PICOD.

10°) *Annuaire de Droit Européen*, 2007, vol.5, Bruxelles, Bruylant, 2010. Co-direction avec C. BLUMANN, H. GAUDIN, F. PICOD.

9°) *Dictionnaire des Droits de l'Homme* (direction avec H. Gaudin, J.P. Marguénaud, S. Rials, F. Sudre), Paris, Presses universitaires de France, 2008.

8°) *La justice administrative en Europe* (direction avec Y. AGUILA, G. DUMONT et Y. KREINS, H. PAULIAT), Paris, Presses universitaires de France, 2007.

7°) *Annuaire de Droit Européen* 2006-2007 – vol.4, Bruxelles, Bruylant, 2009. Co-direction avec C. BLUMANN, H. GAUDIN, F. PICOD.

6°) *Annuaire de Droit Européen* 2005 – vol.3, Bruxelles, Bruylant, 2008. Co-direction avec C. BLUMANN, H. GAUDIN, F. PICOD.

5°) *Annuaire de Droit Européen* 2004 – vol. 2, Bruxelles, Bruylant, 2006. Co-direction avec C. BLUMANN, H. GAUDIN, F. PICOD.

4°) *Annuaire de Droit Européen* 2003 – vol. 1, Bruxelles, Bruylant, 2005. Co-direction avec C. BLUMANN, H. GAUDIN, F. PICOD.

3°) *Les Communautés et l'Union européennes face aux défis de l'élargissement*, Actes du colloque CEDECE de Besançon, des 17 et 18 octobre 2002, Paris, La Documentation française, 2005. Egalement CD-ROM Numérique *DROIT In-Situ*, avec Christophe Geslot.

2°) *Les Grands arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme*, Paris, Presses universitaires de France, 10^e éd., 2022 en collaboration avec F. SUDRE, G. GONZALEZ, A. GOUTTENOIRE, F. MARCHADIER, L. MILANO, A. SCHAHMANECHE, D. SZYMCZAK, 11^e édition sous presse.

1°) *L'autorité des décisions de justice constitutionnelles et européennes sur le juge administratif français (Conseil constitutionnel, Cour de justice des Communautés européennes et Cour européenne des droits de l'homme)*, Librairie générale de Droit et de jurisprudence, Bibliothèque de Droit public, Tome 192, 1998, 663 pages. *Epuisé. Retirage en cours, nouvelle publication en cours.*

Articles, études, communications :

- 199°) « La fabrique des constitutions : expériences africaines. De Madagascar à la République centrafricaine », avec le professeur Jean-François Akandji-Kombé, Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne, le 12 juin 2025.
- 198°) « Pressions politiques sur la Cour européenne des droits de l'homme », *Le Club des Juristes*, 12 juin 2025 : <https://www.leclubdesjuristes.com/international/pressions-politiques-sur-la-cour-europeenne-des-droits-de-lhomme-11031/>
- 197°) « La dénomination « La Négresse » d'un quartier et d'une rue porte-t-elle atteinte au principe de dignité de la personne humaine », avec Justin Kissangoula, Lexbase public, 14 mai 2025 : <https://www.lexbase.fr/article-juridique/119284446-jurisprudence-la-denomination-la-negresse-dun-quartier-et-dune-rue-portetelle-atteinte-au-principe-d>
- 196°) « Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », Gazette du Palais, 8 avril 1995, pp. 1-7.
- 195°) « Lawfare et droits fondamentaux », communication au colloque de la *Revue des droits et libertés fondamentales*, Université Toulouse Capitole, 13-14 mars 2025.
- 194°) « Les droits environnementaux de l'homme : de la construction de la protection du droit de vivre dans un environnement sain à la protection contre le changement climatique », avec Frédéric Sudre, Colloque *Droits de l'homme et environnement*, colloque du Master Droit des libertés de l'Université Toulouse Capitole avec le soutien de la Société française de droit de droit de l'environnement, 4 mars 205.
- 193°) « Autolimitation et contrôle de proportionnalité. Handyside c. Royaume-Uni, Cour EDH Plén., 7 décembre 1976, in M. Afroukh, M. Levinet, J.P. Marguénaud (dir.), *Les beaux arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme*, Lexisnexis, 2025, pp. 7-11.
- 192°), Préface de l'ouvrage de O. Bigler et L. Gonin, *La Convention européenne des droits de l'homme. Commentaire des articles 1 à 18*, 2^e éd. par L. Gonin, Stämpfli, Lexisnexis, 2025, pp. V-VI.
- 191°) « La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et les défis environnementaux », in H. Christodoulou (dir.), *Les sources nationales, européennes et internationales face aux défis environnementaux*, Presses de l'Université Toulouse Capitole, 2025, pp. 49-66.
- 190°) « Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », Gazette du Palais, 5 novembre 2024, n°36, pp. 1-8.
- 189°) « Préface de l'ouvrage L. Benzech (dir.), *L'effectivité du provisoire en droit international et européen*, Institut Francophone pour la Démocratie et le Droit, LGDJ Lextenso, 2024, pp. 11-14.
- 188°) « Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », Gazette du Palais, 16 avril 2024, n°13, pp. 1-9.
- 187°) « Puissances privées et droits de l'homme. Quelques remarques introducives », in *Puissances privées et droits de l'homme*. Paris, Mare & Martin, 2024, pp. 13-21.
- 186°) Préface à l'ouvrage de L. Benzech (dir.), *L'effectivité du provisoire en droit international et européen*, Institut Francophone pour le Droit et la Démocratie, 2024.
- 185°) *La place de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'ordre juridique de l'Union européenne : passé, présent, futur*, Conférence à l'Ecole doctorale de la Faculté de Droit de Montpellier, 11 avril 2023.
- 184°) « Les outre-mer dans la Convention européenne des droits de l'homme », in T. M'Saidié, D. Dormeu, J.Ziller, (dir.), *Pour un nouveau droit des outre-mer du XXI^e siècle*, colloque de Mayotte des 8 et 9 novembre 2022, Brûlant, 2024, pp. 255-268.
- 183°) « Jurisprudence et peuples autochtones », in *Les régimes des autochtones et populations locales des outre-mers français*, F. Faber (dir.), Université de Guyane, 24-28 octobre 2022, communication.
- 182°) « Les droits de l'homme dans les relations ACP-Union européenne », in *L'accord de Samoa entre l'UE, ses Etats membres, et les membres de l'OEACP. Rupture ou continuité*, L. Mataala-Tala (dir.), Nancy, 12 mai 2022, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2024, pp. 33-44.
- 181°) « Convention européenne des droits de l'homme. Constitution, histoire et mémoire », in Constitution, histoire et mémoire, Table ronde internationale de justice constitutionnelle, Institut Louis Favoreu, Aix-en Provence, 9-10 septembre 2022, *Annuaire international de justice constitutionnelle*, 2022, pp. 305 - 325.
- 180°) « Le « gouvernement des juges » ? Quel « gouvernement des juges » ? », in *Pouvoir et contre-pouvoirs, Mélanges en l'honneur du professeur Bertrand Mathieu*, LGDJ-Lextenso, 2023, pp. 547-551
- 179°) « Convention européenne des droits de l'homme et primauté du droit de l'Union européenne », in H. Gaudin (dir.), *La primauté du droit de l'Union européenne. Nouveaux visages, nouvelles*

questions, nouveaux raisonnements, Mare & Martin 2023, pp. 93-111.

178°) « Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », *Gazette du Palais*, 7 novembre 2023, n°36, pp. 1-7.

177°) « Puissances privées et droits de l'homme : réalité et perspectives en droit », *Recueil Dalloz* 2023, p. 1655-1656.

176°) « Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », *Gazette du Palais*, 18 avril 2023, n°13, pp. 1-7.

175°) « L'adaptation de la Cour européenne des droits de l'homme », dans R. Maurel (dir.), *L'adaptation des procédures contentieuses en temps de pandémie. Comparaison internationales et limites éthiques*, Bruxelles, Bruylant, 2022, pp. 229-240.

174°) « Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », *Gazette du Palais*, 2022, n°35, 21 octobre 2022, 6 pages en double colonne,

173°) « Burkini dans les piscines municipales : changer de regard, changer de méthodes. A propos de Conseil d'Etat, ord. référé, 21 juin 2022, n°464648, *Lexbase Hebdo Edition publique* n°680, 6 octobre 2022, 7 pages.

172°) « Droits et libertés fondamentaux à l'ère du numérique : évolution ou révolution ». Rapport sur la Convention européenne des droits de l'homme, *Annuaire international de Justice constitutionnelle* 2021, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2022, pp. 271-285.

171°) « La procédure de nomination des juges nationaux et le constitutionnalisme européen », *Mélanges en hommage au président Vassilios Skouris*, H. Gaudin, J. Prévédourou, C. Delyianni (dir.), Paris, Mare & Martin, 2022, pp. 23-33.

170°) « Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », *Gazette du Palais*, 2022, n°14, 26 avril 2022, 6 pages, en double colonne ,version en ligne de la revue.

169°) « Le droit à la liberté et à la sûreté dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », Titre VII, octobre 2021, <https://www.conseil-constitutionnel.fr/publications/titre-vii/le-droit-a-la-liberte-et-a-la-surete-dans-la-jurisprudence-de-la-cour-europeenne-des-droits-de-l-homme>

168°) « Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », *Gazette du Palais*, 2021, n°25, pp. 24-28.

167°) « La demande d'avis consultatif du Protocole n°16, un instrument de renforcement de la fonction constitutionnelle de la Cour européenne des droits de l'homme. Quelques réflexions à partir des premiers avis consultatifs du Protocole n°16, dans C. Tzutzuioano et T. Disperati (dir.), *La saisine pour avis de la Cour européenne des droits de homme: le Protocole n°16 à la CEDH* », Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2021, pp. 223-237.

166°) « La procédure en manquement en raison de la non-exécution d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme. Les enseignements de l'arrêt Mammadov c. Azerbaïdjan du 29 mai 2019 », dans L'exécution des arrêts et décisions de la Cour européenne des droits de l'homme : pratiques et perspectives 10 ans après la conférence d'Interlaken », Communication orale.

165°) « L'état d'exception, nouveau régime de droit commun des droits et libertés ? Du terrorisme à l'urgence sanitaire. Rapport sur la Convention européenne des droits de l'homme », *Annuaire international de justice constitutionnelle*, 2020, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2021, pp. 295-309.

164°) « Les rapports entre ordres juridiques nationaux dans l'Union européenne : le pluralisme des droits fondamentaux », dans *Réseau de normes, réseau de jurisdictions. Le paradigme des droits fondamentaux en Europe, entre primauté et la clause la plus protectrice*, H. Gaudin (dir.), Paris, Mare & Martin, 2021. pp. 283-295.

163°) « Le Conseil d'Etat renvoie, pour la première fois, une demande d'avis consultatif à la Cour européenne des droits de l'homme : la chasse au dialogue des juges », JCP G, 2021, n°24, 660, pp. 1158-1162.

162°) « Les droits fondamentaux, frein ou moteur de l'intégration européenne ? Quelques propos introductifs sur l'avenir de l'Union européenne », dans *Droits fondamentaux et intégration européenne. Bilan et perspectives de l'Union européenne*, J. Andriantsimbazovina (dir.), Paris, Mare & Martin, 2021, pp. 11-23.

161°) « Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », *Gazette du Palais*, 2021, n°9, pp. 24-28.

160°) « Le renoncement peut-il être présumé ? Quelques remarques tirées du droit positif à partir de l'exemple du droit au respect de la vie privée », dans *Le renoncement en droit public*, N. Jacquinot (dir.), Toulouse, Presses de l'Université Toulouse 1 - Capitole, 2021, pp. 25-36.

159°) « La Cour européenne des droits de l'homme est-elle limitée dans l'élaboration de sa jurisprudence ? », dans *La Cour européenne des droits de l'homme et le droit de la famille*, sous la direction de J.R Binet et A. Gouëzel, Paris, Institut Louis Joinet, Lextenso, 2021, pp. 113-126.

- 158°), Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, *Gazette du Palais*, 2020, n°40, pp. 26-31.
- 157°) « La déchéance de nationalité des auteurs d'actes terroristes et la Cour européenne des droits de l'homme. A propos de la CEDH, 20 juin 2020, Ghoumid et autres c. France », *Revue française de droit administratif* 2020, pp. 1107-1112.
- 156°) « Vivre ensemble et droit des libertés », *l'Actualité juridique Droit administratif* 2020, pp. 2009-2015.
- 155°) Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, *Gazette du Palais*, 2020, n°25, pp. 25-33.
- 154°) « Propos conclusifs. Laïcité et défense de l'Etat de droit », *Laïcité et défense de l'Etat de droit* (direction avec Patrick Kabou), Presses de l'Université Toulouse 1- Capitole, 2020, pp. 275-285.
- 153°) « L'état d'urgence sanitaire et les libertés », *Droit de la famille*, n°6, 2020, Etude 19, pp. 6-9.
- 152°) Pour une refonte des régimes de crise dans la Constitution, Blog Libertés libertés chéries, <http://libertescherries.blogspot.com/2020/03/les-invites-de-lle-joel.html>
- 151°) « Les régimes de crise à l'épreuve des circonstances sanitaires exceptionnelles », *RDLF* 2020, chr. n°20.
- 150°) « Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », *Gazette du Palais*, 2020, n°9, pp. 28-33.
- 149°) « Le juge Pinto de Albuquerque comme figure de proue de la défense de la mission d'intégration européenne par les droits de l'homme », P. Pinto de Albuquerque (org.), *Droits de l'homme. Les opinions séparées vues par la doctrine*, Lexinexis, 2020, pp. 127-132.
- 148°) « La protection des libertés, fondement de la compétence du juge administratif ? », contribution écrite au colloque *Libertés et répartition des compétences juridictionnelles*, organisé dans le cadre de l'Institut Maurice Hauriou et de l'Unité Toulousaine d'Etudes des Libertés à Toulouse, les 17 et 18 janvier 2019. X. Bioy, E. Debaets, J. Schmitz (dir.), *Répartition des compétences juridictionnelles et protection des libertés*, Institut universitaire Varennes, coll. « Colloques et essais », Parution en avant-première à la *Revue générale du droit* : <https://www.revuegeneraledudroit.eu/blog/2019/12/13/la-protection-des-libertes-fondement-de-la-competence-du-juge-administratif/>
- 147°) « Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », *Gazette du Palais* 2019, n°41, pp. 30-35.
- 146°) « La Convention européenne des droits de l'homme, un instrument structurant de la société européenne. A propos de l'ouvrage de Luc GONIN et Olivier BIGLER, *La Convention européenne des droits de l'homme*, Berne, Commentaire des articles 1 à 18, Paris, Stämpfli Editions, Lexisnexis, 2018. 859 pages. Préface de Guido Raimondi », *Revue générale du droit* : <https://www.revuegeneraledudroit.eu/blog/2019/07/14/la-convention-europeenne-des-droits-de-lhomme-un-instrument-structurant-de-la-societe-europeenne/>
- 145°) « Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », *Gazette du Palais* 2019, n°25, pp. 18-23.
- 144°) « Les droits fondamentaux, frein ou moteur de l'intégration européenne ? », *Revue de droit de l'Union européenne*, n°627, avril 2019, pp. 220-224.
- 143°), « Laïcité et droits des femmes », in *La laïcité dans la tourmente*, R. Letteron (dir.), Paris, Presses de La Sorbonne, 2019, pp. 225-240.
- 142°) « La coordination et l'organisation des services de santé selon la Cour européenne des droits de l'homme », *Mélanges en l'honneur de Serge Regourd, Culture, société, territoires*, Paris, LGDJ, Lextenso, 2019, pp. 629-637.
- 141°) « Ni idôlatrie ni exécration. A propos de l'opposition de la Cour européenne des droits de l'homme à la démocratie », *Constitutions*, octobre - décembre 2018, n°4, pp. 523-528.
- 140°) « Intégration et droits de l'homme. Quelques éléments introductifs », in J. Andriantsimbazovina (dir.), *Intégration et droits de l'homme*, Paris, Mare & Martin, 2018, pp. 13-39.
- 139°) « De l'existence et de la vitalité de l'enseignement du droit des libertés fondamentales. A propos de l'ouvrage de X. Dupré de Boulois, *Droit des libertés fondamentales*, Paris, Presses universitaires de France, 2018 », *Revue générale du droit on line*, 2018, numéro 29869 (www.revuegeneraledudroit.eu/?p=29869)
- 138°) « L'article 55 de la Constitution et le droit international et européen des droits de l'homme », in P. Blachér (dir), *La Constitution de la Ve République (1958-2018)*, pp. 473-490.
- 137°) « La Constitution de la Ve République et la protection des droits et des libertés contre la loi », Cercle des constitutionnalistes, D. Changollaud de Sabouret et B. Montay (dir.), *Les 60 ans de la*

- Constitution. 1958-2018*, Dalloz, 2018, pp. 209-218.
- 136°) « Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », *Gazette du Palais*, 27 novembre 2018, n°41, pp. 28-33.
- 135°) « Limitations, restrictions, dérogations aux droits et Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », in H. Gaudin (dir.), *Crise de l'Union européenne. Quel régime de crise pour l'Union européenne?*, Paris, Mare & Martin, 2018, pp. 211-230.
- 134°) « Chronique de jurisprudence des juridictions supranationales en matière de droits de l'homme, juillet 2016-juin 2017 » (dir.), *Petites affiches*, 3 sept. 2018, n°176, pp. 5-14 ; *Petites affiches*, 4-5 sept. 2018, n°177-178, pp. 11-21 ; *Petites affiches*, 6-7 sept. 2018, n°179-180, pp. 10-20 ; *Petites affiches*, 10 sept. 2018, n°181, pp. 4-14 ; *Petites affiches*, 11-12 sept. 2018, n°182-183, pp. 7-19.
- 133°) « Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », *Gazette du Palais*, 10 juillet 2018, n°25, pp. 25-32.
- 132°) « La confiance du public dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », *Mélanges en l'honneur du professeur Frédéric Sudre*, Paris, Lexisnexis 2018, pp. 11-19.
- 131°) « L'art et la Cour européenne des droits de l'homme », *Entertainment* 2018, n°1, pp. 7-21.
- 130°) « Rire et droit européen des droits de l'homme », in *Rire, droit et société*, D. Guignard, S. Regourd, S. Saunier (dir.), Paris, Institut Universitaire Varenne, LGDG-Lextenso, 2018, pp. 131-141.
- 129°) « Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », *Gazette du Palais*, 6 mars 2018, n°9, pp. 29-35.
- 128°) « Prééminence du droit et Etat de droit dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 et dans l'article 1^{er} de la Constitution du 4 octobre 1958 », in *La constitution européenne de la France*, H. Gaudin (dir.), Paris, Dalloz, 2017, pp. 9-21.
- 127°) « Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », *Gazette du Palais*, 28 novembre 2017, n°41, pp. 21-26.
- 126°) « Les régimes d'exception et les libertés », Interview et dossier dans *le Cahier législatif*, octobre 2017, Lexisnexis.
- 125°) « L'action internationale du président de la République », *Le président de la Ve République et les libertés*, X. Biouy, A. Laquière, T. Rambaut, F. Rouvillois (dir.), Paris, Editions du CNRS, 2017, pp. 167-177.
- 124°) « Chronique de jurisprudence des juridictions supranationales en matière de droits de l'homme, janvier 2015-juin 2016 » (dir.), *Petites affiches*, 24 juillet 2017, n°146, pp. 7-22 ; *Petites Affiches*, 25 juillet 2017, n°147, pp. 7-23.
- 123°) « Chronique de jurisprudence la Cour européenne des droits de l'Homme », *Gazette du Palais*, 11 juillet 2017, n°28-34.
- 122°) « Chronique de jurisprudence la Cour européenne des droits de l'Homme », *Gazette du Palais*, 7 mars 2017, n°10, pp. 31-35.
- 121°) « La liberté de manifestation pacifique dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », *Mélanges en l'honneur du professeur Dominique Turpin. Etat du droit, état des droits*, Paris, LGDJ, Lextenso, 2017, pp. 617-627.
- 120°) « Chronique de jurisprudence la Cour européenne des droits de l'Homme », *Gazette du Palais*, 22 novembre 2016, n°41, pp. 32-40.
- 119°) « Les évolutions de la doctrine publiciste dans sa lecture des rapports entre les ordres juridiques », *Traité des rapports entre ordres juridiques*, B. Bonnet (dir.), Paris, LGJ, Lextenso, 2016, pp. 1057-1066.
- 118°) « Chronique de jurisprudence des juridictions supranationales en matière de droits de l'homme, janvier 2014-juin 2015 » (dir.), *Petites affiches*, 25 juillet 2016, n°147, pp. 6-21 ; *Petites Affiches*, 26 juillet 2016, n°148, pp. 8-22.
- 117°) « Chronique de jurisprudence la Cour européenne des droits de l'Homme », *Gazette du Palais*, 19 juillet 2016, n°27, pp. 19-25.
- 116°) Chronique de jurisprudence la Cour européenne des droits de l'Homme, novembre-décembre 2015, janvier 2016 », *Gazette du Palais*, 1^{er} mars 2016, n°9, pp. 39-46.
- 115°) « Etroite est la porte, resserré le chemin », *Actualité juridique Droit administratif* 2016, pp. 528-534.
- 114°) Unité et divergences de jurisprudences constitutionnelles et supranationales : respect du droit, irrégularité, dialogue. L'exemple des rapports du Conseil constitutionnel et de la Cour européenne des droits de l'homme, *Le procès constitutionnel face aux exigences supranationales*, Questions sur la question n°4, Colloque Institut Maurice Hauriou, Institut de Recherche en Droit Européen, International et Comparé, Toulouse, 30 mai 2014, Bruylant, 2015, pp. 71 - 78.
- 113°) « Chronique de jurisprudence la Cour européenne des droits de l'Homme - juillet, août, septembre, octobre 2015 », *Gazette du Palais*, 27-28 novembre 2015, n°331-332, pp. 15 - 21.

- 112°) « L'article 5 de la Convention européenne des droits de l'homme », *Répertoire Dalloz Droit européen.*
- 111°) « L'abus de droit dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », *Recueil Dalloz* 2015, pp. 1854 - 1860.
- 110°) « Chronique de jurisprudence la Cour européenne des droits de l'Homme - avril, mai juin 2015 », *Gazette du Palais*, 11-12 octobre 2015, n°254-255, pp. 12 - 22.
- 109°) « Chronique de jurisprudence la Cour européenne des droits de l'Homme - janvier, février mars 2015 », *Gazette du Palais*, 24 - 25 avril 2015, n°114-115, pp. 16-23.
- 108°) « La décision Marc-Antoine de la Cour européenne des droits de l'homme ouvre-t-elle la voie du rapprochement de l'avocat général de la Cour de cassation du rapporteur public du Conseil d'Etat ? », *Revue Trimestrielle des Droits de l'Homme* 2015, pp. 393 - 402.
- 107°) Direction de la « Chronique de jurisprudence des cours supranationales en matière de droits de l'homme », *Petites Affiches*, 16 mars 2015, n°53, pp. 6-12 ; *Petites Affiches*, 17 mars 2015, n°54, pp. 8-14 ; *Petites Affiches*, 18 mars 2015, n°55, pp. 3-14.
- 106°) « Chronique de jurisprudence la Cour européenne des droits de l'Homme - septembre, octobre, novembre 2014 », *Gazette du Palais*, 30-31 janvier 2015, pp. 13-22.
- 105°) Note sur l'avis de la CNCDH, 26 septembre 2014, sur l'action extérieure de l'Union européenne en matière de Droits de l'Homme, dans *Actualité des autorités administratives indépendantes dans le domaine des libertés fondamentales (janvier-juillet 2014)*, X. Biyo (dir.), *Petites Affiches*, 4 novembre 2014, p. 8.
- 104°) « La régulation de l'audiovisuel dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme », *Petites Affiches*, 19 septembre 2014, p. 4 -
- 103°) « La Cour européenne des droits de l'homme, cour éminente des droits de l'homme dans la construction européenne. Quelques réflexions sur les protocoles n°15 et n°16 à la Convention européenne des droits de l'homme », *Petites affiches*, 10 mars 2014, n°49, pp. 6-13.
- 102°) « La subsidiarité, quel avenir ? », *La subsidiarité au sens du droit de la Convention européenne des droits de l'homme*, F. Sudre (dir.), Limal, Bruxelles, Anthémis, Nemesis, 2014, pp. 357-373.
- 101°) « La doctrine et les débats doctrinaux dans les opinions séparées des juges », in *La Cour européenne des droits de l'homme et la doctrine*, colloque de l'Institut International des Droits de l'Homme et de la Cour européenne des droits de l'homme, Strasbourg, 10-11 mai 2012, Paris, Pédone, 2013, pp. 111-120.
- 100°) « Quelques considérations sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme de 2007 à 2011», *Cahiers de droit européen* 2011, n°3, pp. 767 - 813 (parue en juin 2012).
- 99°) « Unité ou dualité du système de protection des droits fondamentaux de l'Union européenne depuis le Traité de Lisbonne », *Mélanges en hommage à Joël Molinier*, LGDJ Lextenso 2012, pp. 15 - 21.
- 98°) « Les personnes morales devant la Cour européenne des droits de l'homme », contribution au colloque de l'Institut Fédératif de Recherche de Toulouse des 24-25 novembre 2011, *La personnalité juridique. Traditions et évolutions*, X. Biyo (dir), Toulouse, Paris, Presses universitaires Toulouse 1 - Capitole, LGDJ, 2014, pp. 221-232.
- 97°) « Les lacunes des standards supranationaux ou transnationaux », contribution au colloque de l'Institut Louis Favoreu des 17-18 novembre 2011, *Existe-t-il une exception française en matière de droits fondamentaux ? Communication orale.*
- 96°) « Le principe de non-discrimination dans le droit européen », contribution au colloque du Centre Jean Bodin et de l'Institut pour le Droit des Libertés des 13-14 octobre 2011, *Les discriminations*, Faculté de Droit d'Angers, Paris, Cujas, 2012, pp. 47-58.
- 95°) « La conception des libertés par le Conseil constitutionnel et par la Cour européenne des droits de l'homme », *Les nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel*, n°32, 2011, 19-28.
- 94°) « Quelle politique jurisprudentielle du Conseil constitutionnel et du Conseil d'Etat autour de la question prioritaire de constitutionnalité ? Quelques remarques sur la question prioritaire de constitutionnalité comme instrument d'assurance de la cohérence de l'interprétation de la Constitution », *Politeia automne* 2010, pp. 155 - 164 (parue au printemps 2011).
- 93°) « Les obstacles à la réception : les conflits des valeurs », in *Internationalisation de la justice - Internationalisation du droit*, 3^e congrès de l'Association des hautes juridictions de cassation des pays ayant en partage l'usage du français, Ottawa, 21-23 juin 2010. *Communication remise.*
- 92°) 2 tables rondes dans *Les droits de l'homme ont-ils constitutionnalisé le monde*, Colloque du 60^e anniversaire de la Convention européenne des droits de l'homme, Maison de l'Europe Paris, 5-6 mars 2010. Bruxelles, Bruylant, 2011.
- 91°) « Le forum shopping devant les juridictions nationales aux fins d'exécution d'une sentence internationale de condamnation à réparation pour violation des droits de l'homme : les perspectives

ouvertes par l'arrêt de la CJCE, 28 avril 2009, Apostolides c/ Orams », in *Contentieux international des droits de l'homme et choix du forum*, 40^e anniversaire de l'Institut international des Droits de l'Homme, Strasbourg, 14 décembre 2009. *Communication orale*

90°) « Les lois de lustration à l'aune de la jurisprudence européenne », *Proscription et droit*, Université de Caen, 1^{er} et 2 octobre 2009.

89°) « L'interdiction de l'esclavage, de la servitude et du travail forcé dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. Une échelle pertinente des formes d'exploitation des êtres humains ? », Institut Dogma, Université Paris II, *L'esclavage : la question de l'homme. Histoire, religion, philosophie, droit*, les 14 et 15 octobre 2008, manuscrit remis, *Droits n°52, 2010*. pp. 97 - 120 (parue en septembre 2012).

88°) « Convention européenne des droits de l'homme et Jurisprudence administrative - 2009 », avec Laurent Sermet, *RFDadm.* 2010, pp. 594-603.

87°) « L'ordre public européen des droits de l'homme : l'affirmation de l'autonomie du droit né de la Convention européenne des droits de l'homme ? », *Annuaire de Droit Européen*, vol. 5, Bruxelles, Bruylant, 2010, pp. 29-40.

86°) « A qui appartient le contrôle des droits fondamentaux en Europe », in *La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne après le Traité de Lisbonne*, Institut des Droits de l'Homme des Avocats Européens, Bruxelles, Bruylant, 2010, pp. 39-60.

85°) « Une modernisation progressive du droit des détenus », Rapport de synthèse, *Le droit des détenus, Sécurité ou réinsertion ?*, Colloque du Groupement étudiant national d'enseignement aux personnes incarcérées (GENEPI), 3-4 avril 2009, Faculté de Droit, de Sciences politique et de gestion de La Rochelle, Paris, Dalloz, 2010, pp. 159-165.

84°) « L'unité de l'Etat à l'épreuve de la Cour européenne des droits de l'homme », in *De l'unité de l'Etat*, Colloque du Centre Jean Bodin de l'Université d'Angers, 9-10 octobre 2008, Paris, Editions Cujas, 2010, pp. 153-167.

83°) « Le recours des personnes morales devant la Cour européenne des droits de l'homme », dans *La personnalité morale*, Journée nationale de l'Association Henri Capitant, Faculté de Droit, de Sciences politique et de gestion de La Rochelle, 4 juin 2007, Paris, Dalloz, 2010, pp. 101-108.

82°) « Contrôle de constitutionnalité des lois constitutionnelles et droit européen : débat sur une nouvelle piste », avec Hélène Gaudin, *Cahiers du Conseil constitutionnel* (n°27), 2009, pp. 52-57.

81°) « Les abattages rituels », in *Les animaux et les droits européens*, O. Dubos et J.P. Marguénaud (dir.), Paris, Pédone, 2009, pp. 115-124.

80°) « Convention européenne des droits de l'homme et Jurisprudence administrative - 2008 », avec Laurent Sermet, *RFDadm.* 2009, pp. 715-728.

79°) « L'autorité de la chose interprétée et le dialogue des juges. En théorie et en pratique un couple juridiquement inséparable », in *Mélanges en l'honneur du président Bruno Genevois*, Paris, Dalloz, 2009, pp. 11-28.

78°) « Droits fondamentaux, valeurs de la République, Convention européenne des droits de l'homme : l'art et l'équilibre de la conciliation », *Annuaire de Droit Européen*, vol. 4, pp. 273-281.

77°) « Du commissaire du gouvernement au juge - orateur au sein des juridictions administratives », *Recueil Dalloz 2008*, n°24, pp. 1154-1160.

76°) « Convention européenne des droits de l'homme et Jurisprudence administrative - 2007 », avec Laurent Sermet, *RFDadm.* 2008, pp. 743-754.

75°) « Les organes chargés de juger l'administration », *RFDadm.* 2008, pp. 241-244.

74°) « Le droit à la non-discrimination appliqué aux groupes », in *Le droit à la non-discrimination au sens de la Convention européenne des droits de l'homme*, colloque de l'Institut de Droit Européen des Droits de l'homme, Montpellier, 9-10 novembre 2007, Bruylant, Bruxelles, 2008, pp. 197-222.

73°) « Exécution des décisions de justice (droit à l'-) », notice pour le *Dictionnaire des Droits de l'Homme*, aux Presses universitaires de France, avec Hélène Gaudin, Jean-Pierre Marguénaud, Frédéric Sudre, Stéphane Rials.

72°) « Convention européenne des droits de l'homme et Jurisprudence administrative - 2006 », avec Laurent Sermet, *RFDadm.* 2007, pp. 1049 - 1059.

71°) « Harmonie ou disharmonie de la protection des droits de l'homme en Europe ? Considérations sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme depuis 2005 », *Cahiers de Droit Européen* 2006, pp. 733-755.

70°) « Convention européenne des droits de l'homme et Jurisprudence administrative - 2005 », *RFDadm.* 2006, pp. 587-595

69°) « La Cour européenne des droits de l'homme, gardienne des droits de l'homme dans l'Union européenne ? », *RFDadm.* 2006, pp. 566 - 576.

- 68°) « Européanisation forcée de l'organisation et du fonctionnement des juridictions des comptes et des juridictions administratives : la méthode en question », *JCP A* 2006, n°1333.
- 67°) « L'Etat membre de l'Union européenne vu de la Convention européenne des droits de l'homme », *Annuaire de Droit Européen*, volume II, 2004, Bruxelles, Bruylant, 2006, pp. 212-230.
- 66°) « De la difficulté de construire un *ius commune* européen des droits de l'homme. Quelques considérations sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme en 2004 », *Cahiers de Droit Européen*, 2006, pp. 237-276
- 65°) « Comment dissiper le malentendu à propos de la présence du commissaire du gouvernement au délibéré ? », *Recueil Dalloz* 2005, n°38, p. 2617.
- 64°) « Liberté professionnelle et droit de travailler », commentaire de l'article II-75 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, in *Traité établissant une Constitution pour l'Europe*, Partie II, L. Burgorgue-Larsen, A. Levade, F. Picod (dir.), Bruxelles, Bruylant, 2005, pp. 213-223.
- 63°) « La prise en compte de la Convention européenne des droits de l'homme par le Conseil constitutionnel. Continuité ou évolution ? », *Cahiers du Conseil constitutionnel*, n°18, 2005, pp. 148-153.
- 62°) Note sous Cour EDH, 17 juin 2003, Ruianu c. Roumanie, Cour EDH, 23 octobre 2003, Timofeyev c. Russie, « Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », sous la direction de Frédéric Sudre, *Annuaire de Droit Européen*, Vol . 1, 2003, Bruylant, 2005, pp. 648-649.
- 61°) Note sous Cour EDH, 4 février 2003 Lorsé c. Pays-Bas et Cour EDH, 23 avril 2003, Mc Glinchey c. Royaume-Uni, « Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », sous la direction de Frédéric Sudre, *Annuaire de Droit Européen*, Vol . 1, 2003, Bruylant, 2005, pp. 675-676.
- 60°) Note sous CE, 7 février 2004, GISTI, « Chronique de jurisprudence nationale relative à la Convention européenne des droits de l'homme », *Annuaire de Droit Européen*, Vol . 1, 2003, Bruylant, 2005, pp. 760-762.
- 59°) Note sous CE, 7 février 2004, GISTI, « Chronique de jurisprudence nationale relative à la Convention européenne des droits de l'homme », *Annuaire de Droit Européen*, Vol . 1, 2003, Bruylant, 2005, pp. 760-762.
- 58°) Note sous CE, 22 octobre 2003, GISTI et Ligue des Droits de l'Homme, CE, 12 décembre 2003, M. Ammouche et Mme Bangue Nambea, « Chronique de jurisprudence nationale relative à la Convention européenne des droits de l'homme », *Annuaire de Droit Européen*, Vol . 1, 2003, Bruylant, 2005, pp. 779-781.
- 57°) Note sous CE, 30 décembre 2003, M. Lehembre, CE, 30 juillet 2003, Association Gurekin et Coordination des Comités de soutien aux prisonniers politiques basques, « Chronique de jurisprudence nationale relative à la Convention européenne des droits de l'homme », *Annuaire de Droit Européen*, Vol . 1, 2003, Bruylant, 2005, pp. 781-782.
- 56°) « La Cour européenne des droits de l'homme au secours des comptables publics », *JCP Administrations et collectivités territoriales* 2005, 1038, 24 janvier 2005, n°4, pp. 283-285.
- 55°) « Elargissement de l'Union européenne et théorie générale du droit. Peut-on envisager une théorie générale du droit au-delà de l'Etat ? », *Les Communautés européennes et l'Union européenne face aux défis de l'élargissement*, Actes du colloque CEDECE de Besançon, des 17 et 18 octobre 2002, Paris, La Documentation française, 2005, pp. 441-453.
- 54°) « Constitution européenne et droits fondamentaux », *Annuaire de Droit Européen*, vol I, 2003, Bruxelles, Bruylant, 2005, pp. 160-188.
- 53°) « La réouverture d'une instance juridictionnelle administrative après condamnation de la France par la Cour européenne des droits de l'homme », *Revue Française de Droit administratif* 2005, pp. 163-176.
- 52°) « Jurisprudence administrative et Convention européenne des droits de l'homme - 2004 », avec Laurent Sermet, *Revue Française de Droit administratif* 2005, pp. 994-1006.
- 51°) « Une force qui va ? Tendances générales de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme en 2003 », *Cahiers de Droit Européen* 2004, pp. 405-436.
- 50°) « Jurisprudence administrative et Convention européenne des droits de l'homme - 2003 », en collaboration avec Laurent SERMET, *la Revue Française de Droit administratif* 2004, pp. 991-100
- 49°) « Les droits de nature politique selon la Cour européenne des droits de l'homme. Le droit constitutionnel entre droit national et droit européen : retour aux sources ou renouvellement ? », in *Les dynamiques du droit européen en début de siècle. Etudes en l'honneur de Jean-Claude GAUTRON*, Paris, Editions Pédone, 2004, pp. 3-18.
- 48°) « Bien lus, bien compris, mais est-ce bien raisonnable ? Toujours à propos du droit à un procès équitable et du ministère public », *Recueil Dalloz* 2004, pp. 886-891.
- 47°) « De l'autorité à l'effectivité des décisions du Conseil constitutionnel. De quelques paradoxes de l'usage du formalisme et du pragmatisme juridiques », *Politeia* 2004, pp. 25-34.

- 46°) « Union européenne, Etats membres, collectivités territoriales : confrontation ou complémentarité des décisions politiques ? », in *L'autonomie des collectivités locales en Europe : une source potentielle de conflits ?*, H. PAULIAT (éd.), Colloque de l'Association Europa, 16 et 17 octobre 2003 à Limoges, aux Presses universitaires de Limoges, pp. 37-48
- 45°) « Champ d'application personnel du droit communautaire et droit fondamentaux communautaires », in *De nouvelles frontières pour le droit communautaire ? La question du champ d'application.* H. GAUDIN (dir.), colloque de La Rochelle du 25 avril 2003, *Revue des Affaires Européennes*, pp. 57-72, et CD-ROM AUDIOVISUEL, *Editions Droit in situ*.
- 44°) « Jurisprudence administrative et Convention européenne des droits de l'homme 2002 », en collaboration avec Laurent SERMET, *Revue Française de Droit administratif*, 2003, n°5, pp. 945-952.
- 43°) « L'Etat et la société démocratique dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », contributions aux *Mélanges en l'honneur du doyen Gérard COHEN-JONATHAN*, Bruxelles, Bruylant, 2004, pp. 57-78.
- 42°) « Les méthodes d'interprétation de la Cour européenne des droits de l'homme, instrument de dialogue ? », Rapport au colloque de Metz du 10 février 2003, *Le dialogue des juges, incantation ou réalité ?* chez Nemesis, Bruylant, collection Droit et Justice, 2004, pp. 155-192.
- 41°) « Légalité et légitimité à travers la crise des élections présidentielles malgaches du 16 décembre 2001. Existe-t-il une exception malgache ? », (Texte remis) Rapport écrit au colloque d'Athènes du Groupe Européen de Droit Public des 17, 18 et 19 avril 2003, *Civilisations et Droit public*, Athènes, Londres, Esperia Publications LTD, European Public Law Series, Vol. LXXIX, 2005, pp. 337-348.
- 40°) « L'instance au détriment de la substance ? Brèves remarques autour de la réforme des modes de scrutin aux élections régionales et aux élections européennes », *RDPubl. 2003*, 949-955.
- 39°) « La Cour européenne des droits de l'homme à la croisée des chemins. Réflexions sur la jurisprudence de la « nouvelle » cour européenne des droits de l'homme de 1999 à 2002 », *Cahiers de droit européen*, 2002, pp. 735 - 771
- 38°) « L'intervention du Ministère public au cours du délibéré. Les exigences de la Convention européenne des droits de l'homme. La réalité dépassée par la fiction ? », Rapport au colloque *Le Ministère public et les exigences du procès équitable*, Colloque international organisé par la Faculté de Droit de Paris Saint-Maur et l'Institut de Droit européen des droits de l'homme de Montpellier I, Paris, le 15 novembre 2002, Bruxelles, Bruylant, 2003, collection Droit et justice, pp. 151 - 177.
- 37°) « Délai raisonnable du procès, droit à un recours effectif ou déni de justice ? De l'arrêt Kudla, de la Cour européenne des droits de l'homme à l'arrêt Magiera, du Conseil d'Etat. Le trésor et la perle ou le filet ? », *Revue française de droit administratif 2003*, pp. 85-98.
- 36°) « Jurisprudence administrative et Convention européenne des droits de l'homme - 2001 », en collaboration avec L. Sermet, *Revue française de droit administratif 2002*, pp. 1110-1123.
- 35°) « Le maintien de la vie familiale des étrangers », in *Le droit à la vie privée et familiale au sens de la Convention européenne des droits de l'homme*, F. SUDRE (dir.), Colloque de Montpellier des 22 et 23 mars 2002, Bruxelles, Nemesis, Collection Droit et justice, pp. 211-239.
- 34°) « *La contribution des ordres régionaux de protection des droits de l'homme au développement d'un monde de droit* », intervention à une table ronde in *La justice pénale internationale*, Colloque des Entretiens d'Aguesseau, Université de Limoges, 22 et 23 novembre 2001, Presses universitaires de Limoges, 2002, pp. 83-91.
- 33°) « L'acquis et l'élargissement », in *L'acquis de l'Union européenne*, F. PICOD (dir.), Paris, L.G.D.J., *RAE 2001-2002*, n°7, pp. 805-814.
- 32°) « La Parlement européen, corps législatif : banalisation hasardeuse ou évolution créatrice ? », in *Mélanges à la mémoire de Guy ISAAC*, T.1, Toulouse, Presses de l'Université des sciences sociales, 2004, pp. 271-285.
- 31°) « L'enrichissement mutuel de la protection des droits fondamentaux au niveau européen et au niveau national. Vers un contrôle de fondamentalité ? », *Revue française de droit administratif 2002*, pp. 124-138.
- 30°) « Jurisprudence administrative et Convention européenne des droits de l'homme 2000 », *Revue française de droit administratif 2001*, pp. 1456-1476.
- 29°) « Savoir n'est rien. Imaginer est tout. Libre conversation autour de l'arrêt Kress de la Cour européenne des droits de l'homme. », *Recueil Dalloz 2001*, chr., pp. 2611 - 2618.
- 28°) « Le modèle juridictionnel de la Cour européenne des droits de l'homme et la réforme de la Cour de justice des Communautés européennes », in *Le projet du traité de Nice*, J.C. GAUTRON (dir.), la *Revue des affaires européennes 2000* (4), pp. 410-425.
- 27°) « Le Commissaire du gouvernement dans le Conseil d'Etat et l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme », *Recueil Dalloz*, 12 avril 2001, chr., pp. 1188-1193.

26°) « La relation entre la protection des droits fondamentaux au niveau européen et national », Rapport français, Chapitre X de la partie générale, 12 pages, in *Fundamental Rights in Europe and North-America*, Albrecht WEBER (dir.), à paraître aux Editions Kluwer.

25°) « Splendeurs et misères de l'ordre public européen. Les trois dernières années de l'ancienne cour européenne des droits de l'homme (1996-1997-1998) », *Cahiers de droit européen* 2000, pp. 657-718.

24°) « Le droit au respect de la vie privée et familiale », in Réalités et perspectives du droit communautaire des droits fondamentaux, (H. LABAYLE, F. SUDRE (dir.), Colloque de Montpellier des 4 et 5 novembre 1999, éditions Bruylant, 2000, pp. 253-293.

23°) Chronique (en collaboration avec L. SERMET) « Jurisprudence administrative et Convention européenne des droits de l'homme - 1999 », *Revue française de droit administratif* 2000, pp. 1059-1079.

22°) « La Convention européenne des droits de l'homme comme instrument de convergence entre droit communautaire et droits constitutionnels nationaux », communication au colloque de La Rochelle des 6 et 7 mai 1999, *Droit constitutionnel et droit communautaire : vers un respect constitutionnel réciproque ?*, H. GAUDIN (dir.), sous l'égide de l'Association Française des Constitutionnalistes et de la Commission pour l'Etude des Communautés européennes, Paris, Economica, 2001, pp. 169-204.

21°) Chronique « Jurisprudence administrative et Convention européenne des droits de l'homme - 1998 », avec L. SERMET, *Revue française de droit administratif* 1999, pp. 799-813.

20°) « Le Conseil d'Etat et le principe de précaution. L'affaire du maïs transgénique », *Droit administratif*, juin 1999, chr. n°11, pp.4-8.

19°) Chronique « Jurisprudence administrative et Convention européenne des droits de l'homme - 1997 », en collaboration avec Henri LABAYLE, professeur à l'Université de Pau, doyen de la Faculté pluridisciplinaire de Bayonne et Laurent SERMET, professeur à l'Université de La Réunion, *Revue française de droit administratif*, 1998, pp. 1203 - 1222. (J'ai contribué à la rédaction de l'introduction avec le doyen LABAYLE, par la suite j'ai rédigé seul, la première, la troisième et la quatrième parties de la chronique).

18°) « L'autorité des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme vue par le Conseil d'Etat. A propos de l'arrêt du Conseil d'Etat du 24 novembre 1997, Ministre de l'Economie et des Finances c/ Société Amibu Inc. », *Revue française de droit administratif*, 1998, pp. 978 - 989.

17°) « Quel avenir pour la jurisprudence Couitéas ? La responsabilité pour refus de concours de la force publique en question », *Droit administratif* octobre 1998, chr. n°17, pp. 4 - 7

16°) « La Convention européenne des droits de l'homme et la Cour de justice des Communautés européennes après le traité d'Amsterdam : de l'emprunt à l'appropriation ? », *Europe*, octobre 1998, chr. n°7, pp. 3 - 7. Texte issu d'une communication lors d'une journée d'étude de la CEDECE, organisée par le Centre de Recherches et de Documentation européennes de l'Université Montesquieu - Bordeaux IV, le 7 avril 1998, portant sur « Après Amsterdam ».

15°) « La fin d'une résistance du Conseil d'Etat à la chose interprétée par la Cour européenne des droits de l'homme : l'application de l'article 6§1^{er} de la Convention européenne des droits de l'homme aux juridictions disciplinaires », A propos de CE, Ass. 14 février 1996, *Maublieu* et CE, 30 décembre 1996, *L'Hermite*, *Revue trimestrielle des Droits de l'Homme* (34), 1998, pp. 365 - 395.

14°) « La subsidiarité devant la Cour de justice des Communautés européennes et la Cour européenne des droits de l'homme », in *La subsidiarité*, J.C. GAUTRON (dir.), *Revue des affaires européennes*, 1998 (n°1-2), pp. 28 - 47.

13°) « L'élaboration progressive d'un ordre public européen des droits de l'homme. Réflexions à propos de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme de 1988 à 1995 », *Cahiers de droit européen* 1997, pp. 655 - 739.

12°) Chronique « Jurisprudence administrative et Convention européenne des droits de l'homme 1995 - 1996 : l'adaptation progressive au droit européen des droits de l'homme », *Revue Française de Droit administratif* 1997, pp. 1246 - 1260.

11°) « Existe-t-il une autorité de la chose interprétée? », article de 39 pages, non-publié.

10°) « La gestion du domaine public scolaire à l'épreuve de la décentralisation. La désaffection des bâtiments des collèges et des lycées », *Revue Française de la Décentralisation*, n°4, mars 1996, pp. 164 - 170.

9°) *L'autorité des décisions de justice constitutionnelles et européennes sur le juge administratif français*(Conseil constitutionnel, Cour de justice des Communautés européennes et Cour européenne des droits de l'homme), Thèse, multigraphiée, Nouveau régime, Bordeaux I, décembre 1994, sous la direction de M. Bernard PACTEAU, professeur à l'Université Montesquieu - Bordeaux IV.

- 8°) Note sous Tribunal administratif de Bordeaux, 23 avril 1992, *Front national c/Commune de Bordeaux, Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine*, 1993, n°1, C 438, pp. 138-141.
- 7°) Article (en collaboration avec Mme Hélène GAUDIN) : « *La compatibilité de la règle du repos dominical avec le droit communautaire: quelles conséquences tirer de la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes?* », *Les Petites Affiches*, 18 août 1993, n°99, pp. 6 - 13.
- 6°) *Madagascar 1989*, Notice sur l'évolution du droit de ce pays, in *Annuaire de législation française et étrangère*, Tome 36, 1989, Paris, Editions du C.N.R.S., 1992, pp. 227-239.
- 5°) Note (en collaboration avec Mme Hélène GAUDIN) sous Tribunal administratif de Bordeaux, 23 juillet 1991, *S.A. Virgin Stores c/Préfet de la Gironde, Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine*, 1992, n°2, C 427, pp. 424 - 426.
- 4°) Note sous Tribunal administratif de Bordeaux, 25 avril 1991, *M.Kalkan c/Préfet de la Gironde, Les Petites Affiches*, 23 décembre 1991, n°153, pp.21-22; publiée également in *Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine*, 1991, n°3, C399, pp. 441 - 444.
- 3°) Note sous Tribunal administratif de Bordeaux, 27 novembre 1990, *M.Breton c/Ministre de la Santé, Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine*, 1991, n°1, C 383, pp. 141 - 144.
- 2°) *Madagascar 1988*, Notice sur l'évolution du droit de ce pays, in *Annuaire de législation française et étrangère*, Tome 35, 1988, Paris, Editions du C.N.R.S., 1990, pp. 297 - 305.
- 1°) *L'arbitrage en droit administratif*, Mémoire de D.E.A. de Droit public, sous la direction de M. le doyen Jen du BOIS de GAUDUSSON, Bordeaux I, 1989.

CONTRIBUTIONS A DES COLLOQUES ET SEMINAIRES:

- 85°) « Les lois sur les influences étrangères et les cours européennes (Cour européenne des droits de l'homme, Cour de justice de l'Union européenne) », in *Analyse comparative des législations relatives aux influences étrangères ou/et agents étrangers*, E. Fohrer-Dedeurwaerder, Toulouse, Société de législation comparée, 7 mai 205.
- 84°) « Lawfare et droits fondamentaux », communication au colloque de la *Revue des droits et libertés fondamentales*, Université Toulouse Capitole, 13-14 mars 2025.
- 83°) « Les droits environnementaux de l'homme : de la construction de la protection du droit de vivre dans un environnement sain à la protection contre le changement climatique », avec Frédéric Sudre, Colloque *Droits de l'homme et environnement*, colloque du Master Droit des libertés de l'Université Toulouse Capitole avec le soutien de la Société française de droit de droit de l'environnement, 4 mars 2025.
- 82°) « Convention européenne des droits de l'homme : les frontières du constitutionnalisme », in *Les frontières du constitutionnalisme, Table ronde internationale de justice constitutionnelle*, Institut Louis Favoreau, Aix-en Provence, 13-14 septembre 2024.
- 81°) « Les questions génocidaires devant la Cour européenne des droits de l'homme », *La reconnaissance des génocides*, colloque de la chaire Vulnérabilités de l'Institut Catholique de Toulouse, le 23 avril 2024.
- 80°) *Les cours régionales des droits fondamentaux en Afrique, en Amérique, en Europe. Quels recours ? Quelle efficacité ?* Colloque de la Conférence internationale des Barreaux, Maison du Barreau, à Paris, le 12 avril 2024.
- 80°) « Convention européenne des droits de l'homme : guerre et constitution », *Guerre et constitution, Table ronde internationale de justice constitutionnelle*, Institut Louis Favoreau, Aix-en Provence, 15-16 septembre 2023.
- 79°) « Les outre-mer dans la Convention européenne des droits de l'homme », in *Pour un nouveau droit des Outre-mer du XXIe siècle*, Thomas M'Saïdié (dir.), Mayotte, 8-9 décembre 2022.
- 78°) « Le Conseil européen et les droits fondamentaux, in *Conseil européen, aspects institutionnels et matériels*, D. Blanc (dir.), IRDEIC, Toulouse, 18-19 novembre 2022.
- 77°) « Jurisprudence et peuples autochtones », in *Les régimes des autochtones et populations locales des outre-mers français*, F. Faberon (dir.), Université de Guyane, 24-28 octobre 2022
- 76°) « Convention européenne des droits de l'homme et primauté du droit de l'Union européenne », in *La primauté du droit de l'Union européenne. Nouveaux visages, nouvelles questions, nouveaux raisonnements*, H. Gaudin (di.), IRDEIC, Sénat, Paris, 7 octobre 2022
- 75°) « Convention européenne des droits de l'homme. Constitution, histoire et mémoire », in *Constitution, histoire et mémoire, Table ronde internationale de justice constitutionnelle*, Institut Louis Favoreau, Aix-en Provence, 9-10 septembre 2022.

74°) « Les droits de l'homme dans les relations ACP-Union européenne », in *Le nouvel accord liant l'organisation des Etats ACP et l'Union européenne : rupture ou continuité ?* L. Matala-Tala (dir.), Nancy, 12 mai 2022.

73°) « La fraternité, une valeur objective ou un objectif valorisé ? », *Quelles valeurs pour notre République ?, Colloque du Master 2 Droit des libertés, Toulouse, 3 mars 2022.*

72°) « Les droits fondamentaux invoqués comme contre-limites au principe de primauté du droit de l'Union européenne, in *Primauté du droit de l'Union européenne*, Séminaire du Master Juriste européen, IRDEIC, 20 janvier 2022.

71°) « L'évolution de la parenté au prisme de la Cour européenne des droits de l'homme », in *Parenté, mœurs et droits*, B. Montay, S. Rials, D. Alland (dir.), Journée Dogma, Université Paris Assas, 17 janvier 2022.

70°) Droits et libertés fondamentaux à l'ère du numérique : évolution ou révolution ». Table ronde internationale de l'Institut Louis Favoreu, Aix-en Provence, 10 septembre 2021.

69°) « Existe-t-il une politique de l'Union en matière de droits fondamentaux ? », *Les politiques publiques internes de l'Union européenne à l'épreuve de la législature 2019-2024. Unis dans l'adversité : une Europe qui protège ?, D. Blanc (dir.), Colloque de Toulouse des 17-18 juin 2021.*

68°) « Les droits fondamentaux, frein ou moteur de l'intégration européenne ? Quelques propos introductifs sur l'avenir de l'Union européenne », dans *Droits fondamentaux et intégration européenne. Bilan et perspectives de l'Union européenne*, colloque de Toulouse des 10-11 juin 2021.

67°) « La procédure en manquement en raison de la non-exécution d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme. Les enseignements de l'arrêt Mammadov c. Azerbaïdjan du 29 mai 2019 », dans *L'exécution des arrêts et décisions de la Cour européenne des droits de l'homme : pratiques et perspectives 10 ans après la conférence d'Interlaken* », colloque de Strasbourg des 4-5 février 2021.

66°) « Le vivre ensemble dans la diversité culturelle et religieuse : introspection sur la place de la femme dans la société », Leçon inaugurale du 3^e séminaire international « Religions, droits de l'homme et paix », Université Koch Barma de Saint-Louis du Sénégal, 19 - 21 janvier 2021.

65°) « De l'obligation de protéger les droits de l'homme. La responsabilité sociétale des entreprises, une liberté fondamentale », Dakar, ICAGI, 18 janvier 2021.

64°) « Les rapports entre ordres juridiques nationaux dans l'Union européenne : le pluralisme des droits fondamentaux », dans *Réseau de normes, réseau de juridictions. Le paradigme des droits fondamentaux en Europe, entre primauté et la clause la plus protectrice*, H. Gaudin (dir.), Colloque de Toulouse des 19-20 novembre 2020.

63°) « L'état d'exception, nouveau régime de droit commun des libertés ? Du terrorisme à l'état d'urgence sanitaire. La Convention européenne des droits de l'homme », *Table ronde internationale d'Aix-en-Provence*, 11 septembre 2020.

62°) « Droits de l'homme ou droits humains », Contribution à une table ronde à l'Université Paris 2 le 28 octobre 2019.

61°) « How far is the European Court of Human Rights from the Rights of Nature? », in *Rights of Nature. Opening the Academic Debate in the European Legal Context*, Toulouse 1 - Capitole, 14-15 octobre 2019. Présentation orale en français.

60°) « Le renoncement peut-il être présumé ? » in *Le renoncement en droit public*, N. Jacquinot (dir), Colloque de Toulouse des 10 et 11 octobre 2019,

59°) « La Cour européenne des droits de l'homme est-elle limitée dans l'élaboration de sa jurisprudence ? », dans *La Convention européenne des droits de l'homme et le droit de la famille*, colloque de Rennes du 16 mai 2019.

58°) « **Propos introductifs. Laïcité et défense de l'Etat de droit.** Séminaire international « Religions, Droits de l'Homme et Paix », Unité Toulousaine d'Etudes des Libertés (UTELIB), Institut fédératif de recherche, 11 - 12 avril 2019, Actes à paraître dans la collection de l'I.F.R.

57°) « **Conclusions. Pour un élargissement des droits de l'homme. Regards croisés en Amérique Latine, en Espagne et en France** », journée sous le patronage de Mme la vice-présidente du Costa Rica, Ana Helena Chacón Echeverria, 18 mars 2019.

56°) « La protection des libertés comme fondement du droit administratif ? », contribution écrite, *Libertés et répartition des compétences juridictionnelles*, Université Toulouse 1 - Capitole, 17-18 janvier 2019.

55°) « Intégration et droits de l'homme. Quelques éléments introductifs », *Intégration et droits de l'homme*, Université Toulouse 1 - Capitole, 18-19 octobre 2018.

54°) « Limitations, restrictions, dérogations aux droits et Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », *Crise de l'Union européenne. Quel régime de crise pour l'Union européenne?*, Université Toulouse 1 - Capitole, 22-23 septembre 2016.

53°) « Laïcité et droits des femmes », *La laïcité dans la tourmente*, 17 octobre 2017, Université Paris 2 Panthéon Assas et Université Paris Sorbonne 4

52°) « La protection des migrants et le champ d'application de la Convention européenne des droits de l'homme », *Le droit international entre territoires et espaces*, 5-6 octobre 2017, IDETCOM, Université Toulouse 1 - Capitole.

51°) « Prééminence du droit et Etat de droit dans la Déclaration des Droits de l'homme et du Citoyen du 26 aout 1789 et dans l'article 1^{er} de la Constitution du 4 octobre 1958 », *La Constitution européenne de la France*, 21 septembre 2017, l'Institut de Recherche en Droit Européen, International et Comparé, IFR, Université Toulouse 1 - Capitole.

50°) Présidence et animation d'atelier au *Droit international et européen des droits de l'homme et bioéthique*, 1^{er} et 2 juin 2017, Université de Bordeaux, Institut international des droits de l'homme.

49°) *Conversation autour du Traité des rapports entre ordres juridiques*, 11-12 mai 2017, Université de Saint-Etienne.

48°) Animation du 2^e cycle *Les mariages forcés et le droit, L'articulation des règles nationales et internationales*, 25 avril 2017, l'Institut de Recherche en Droit Européen, International et Comparé , Université Toulouse 1 - Capitole.

47°) « La laïcité entre les principes d'égalité homme-femme et de non-discrimination », *La laïcité à l'œuvre et à l'épreuve*, 29 mars 2017, Université Toulouse 1 - Capitole.

46°) « Limitations, restrictions, dérogations aux droits et Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », *Crises de l'Union, Quel régime de crise pour l'Union ?*, Atelier de droit constitutionnel européen, 22 septembre 2016, Université Toulouse 1 - Capitole.

45°) « Rapport introductif », *La protection des droits de l'homme par les cours supranationales*, 8-9 octobre 2015, colloque de l'Institut international des Droits de l'Homme, organisé dans le cadre de l'Institut de Recherche en Droit Européen, International et Comparé et de l'Institut Maurice Hauriou.

44°) « L'abus de droit dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », L'abus de droit. Regards croisés franco-tchèques, Prague, 18-19 juin 2015.

43°) « L'action internationale du Président de la République », *Le Président de la 5^e République et les libertés*, Colloque de l'Institut Maurice Hauriou (Université Toulouse 1 - Capitole) et du Centre Maurice Hauriou (Université Paris Descartes), 23-25 février 2015, Académie des Sciences Morales et Politiques.

42°) Unité et divergences de jurisprudences constitutionnelles et supranationales : respect du droit, irrégularité, dialogue. L'exemple des rapports du Conseil constitutionnel et de la Cour européenne des droits de l'homme, *Le procès constitutionnel face aux exigences supranationales*, Questions sur la question n°4, Colloque Institut Maurice Hauriou, Institut de Recherche en Droit Européen, International et Comparé, Toulouse, 30 mai 2014.

41°) - « Les contraintes européennes sur la constitutionnalisation », *Le droit constitutionnel du vivant*, X. Biøy et O. Cayla (dir.), Colloque de l'Institut Maurice Hauriou du 8 novembre 2013, à Toulouse.

40°) « La subsidiarité, quel avenir ? », *La subsidiarité au sens du droit de la Convention européenne des droits de l'homme*, F. Sudre (dir.), Colloque de l'Institut de Droit européen des droits de l'homme des 18-19 octobre 2013, à Montpellier.

39°) « La Cour européenne des droits de l'homme et la régulation de l'audiovisuel », *Le droit de la communication audiovisuelle en France : 30 ans de débats et de réformes*, Colloque de l'Institut de Droit de l'Espace, des Territoires, de la Culture et de la Communication des 3 et 4 octobre 2013, à Toulouse.

38°) « La doctrine et les débats doctrinaux dans les opinions séparées des juges », in *La Cour européenne des droits de l'homme et la doctrine*, colloque de l'Institut International des Droits de l'Homme et de la Cour européenne des droits de l'homme, Strasbourg, 10-11 mai 2012.

37°) « Les personnes morales devant la Cour européenne des droits de l'homme », contribution au colloque de l'Institut Fédératif de Recherche de Toulouse des 24-25 novembre 2011, *La personnalité juridique. Traditions et évolutions*.

36°) « Les lacunes des standards supranationaux ou transnationaux », contribution au colloque de l'Institut Louis Favoreu des 17-18 novembre 2011, *Existe-t-il une exception française en matière de droits fondamentaux ?*

35°) « Le principe de non-discrimination dans le droit européen », contribution au colloque du Centre Jean Bodin et de l'Institut pour le Droit des Libertés des 13-14 octobre 2011, *Les discriminations*, Faculté de Droit d'Angers, à paraître.

34°) « Rapport introductif », *Actualités de l'office du juge*, Faculté de Droit de La Rochelle, 19 novembre 2010.

33°) « Les obstacles à la réception : les conflits des valeurs », in *Internationalisation de la justice - Internationalisation du droit*, 3^e congrès de l'Association des hautes juridictions de cassation des pays ayant en partage l'usage du français, Ottawa, 21-23 juin 2010.

32°) 2 tables rondes dans *Les droits de l'homme ont-ils constitutionnalisé le monde*, Colloque du 60^e anniversaire de la Convention européenne des droits de l'homme, Maison de l'Europe Paris, 5-6 mars 2010.

31°) « Le forum shopping devant les juridictions nationales aux fins d'exécution d'une sentence internationale de condamnation à réparation pour violation des droits de l'homme : les perspectives ouvertes par l'arrêt de la CJCE, 28 avril 2009, Apostolidis c/ Orams », in *Contentieux international des droits de l'homme et choix du forum*, 40^e anniversaire de l'Institut international des Droits de l'Homme, Strasbourg, 14 décembre 2009.

30°) « Les lois de lustration à l'aune de la jurisprudence européenne », *Proscription et droit*, Université de Caen, 1^{er} et 2 octobre 2009.

29°) « Le principe d'harmonisation : l'exemple des droits de l'homme, de la démocratie et de l'Etat de droit », *Le droit constitutionnel européen. Quel droit constitutionnel européen ?* Faculté de Droit de La Rochelle, 21-22 septembre 2009.

28°) « L'interdiction de l'esclavage, de la servitude et du travail forcé dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. Une échelle pertinente des formes d'exploitation des êtres humains ? », Institut Dogma, Université Paris II, *L'esclavage : la question de l'homme. Histoire, religion, philosophie, droit*, les 14 et 15 octobre 2008.

27°) « La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne : pourquoi et comment ? », Colloque sur *la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne après le traité de Lisbonne*, organisé par la Cour de justice des Communautés européennes et l'Institut des Droits de l'Homme des Avocats européens, Luxembourg, Palais de Kirchberg, 16 mai 2008.

26°) « Le droit à la non-discrimination appliqué aux groupes », in *Le droit à la non-discrimination au sens de la Convention européenne des droits de l'homme*, colloque de Montpellier, Institut européen des Droits de l'Homme, 9-10 novembre 2007.

25°) « Les organes chargés de juger l'administration », in *La justice administrative en Europe*, Paris, Maison du barreau, 16 mars 2007.

24°) « Les droits spécifiques du citoyen européen », in *Droit constitutionnel européen : existe-t-il une citoyenneté européenne ?* Montpellier, 1^{er}-6 juillet 2006.

23°) « La légitimité de l'Etat », in *L'Etat membre de l'Union européenne*, Journée Annuaire de Droit Européen - CEDECE, Paris, 23 juin 2006.

22°) « La déontologie du juge européen », in *Règles déontologiques*, Faculté de Droit d'Angers, 18-19 mai 2006.

21°) « L'autorité des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme et leurs conséquences », in *L'effectivité des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme*, 30-31 mars 2006, Faculté de Droit de Limoges.

20°) « L'harmonisation du droit public en Europe », in *L'harmonisation du droit sur les continents africain et européen*, Bordeaux, les 20-21 septembre 2005.

- 19°) « L'avenir de la Cour de justice : une cour suprême ? », in *Pour une Constitution européenne ? La primauté du droit de l'Union sur le droit des Etats membres*, Université européenne d'été, Montpellier, 2-9 juillet 2005.
- 18°) « La dimension symbolique d'une Constitution européenne », contribution au VIe congrès de l'Association française de Droit constitutionnel, Montpellier, 9, 10 et 11 juin 2005.
- 17°) « Les abattages rituels », in *Les animaux et les droits européens*, Colloque de Limoges, 7 et 8 avril 2005.
- 16°) « Droits fondamentaux, Convention européenne des droits de l'homme et valeurs de la République, in *La décision du Conseil constitutionnel du 19 novembre 2004, Traité établissant une Constitution pour l'Europe* eurs de la République : l'art et l'équilibre de la conciliation ? », in, Journée de l'Annuaire de Droit Européen, Paris, 29 janvier 2005.
- 15°) « La dignité et le droit international et européen », in *Justice, éthique et dignité*, Les Entretiens d'Aguesseau, Limoges, 18 et 19 novembre 2004, Presses universitaires de Limoges, 2006, pp. 131-142.
- 14°) « *La Constitution européenne*, Montpellier, 5 - 10 juillet 2005,
- 13°) « L'homosexualité », in *Sexe, sexualité et droits européens*, colloque de l'Observatoire des Mutations Institutionnelles et Juridiques, Limoges les 1^{er} et 2 avril 2004.
- 12°) « Les méthodes d'interprétation de la Cour européenne des droits de l'homme », in *La Convention européenne des droits de l'homme et la juridiction administrative*, Colloque d'Ankara des 24 et 25 octobre 2003.
- 11°) « Union européenne, Etats membres, collectivités territoriales : confrontation ou complémentarité des décisions politiques ? », in *L'autonomie des collectivités locales en Europe : une source potentielle de conflits ?*, Colloque de l'Association Europa, 16 et 17 octobre 2003 à Limoges, Presses universitaires de Limoges.
- 10°) « Légalité et légitimité à travers la crise des élections présidentielles malgaches du 16 décembre 2001. Existe-t-il une exception malgache ? », in *Droit public et civilisations*, colloque du Groupe Européen de Droit Public avec le soutien de l'UNESCO, 16-17 et 18 avril 2003, Athènes.
- 9°) « Droits fondamentaux communautaires et champ d'application personnel du droit communautaire », in *De nouvelles frontières pour le droit communautaire ? La question du champ d'application*, colloque de la Faculté de droit de La Rochelle, en collaboration avec l'Université Montpellier I et l'Université Paris II, 25 avril 2003.
- 8°) « Les méthodes d'interprétation de la CEDH, instrument de dialogue entre la Cour européenne des droits de l'homme et les juridictions nationales ? », in *Le dialogue entre juges nationaux et juges européens, incantation ou réalité ?*, colloque de la Faculté de Droit de Metz, le 10 février 2003.
- 7°) « L'intervention du Ministère public au cours du délibéré. Les exigences de la Convention européenne des droits de l'homme. La réalité dépassée par la fiction ? », Rapport au colloque *Le Ministère public et les exigences du procès équitable*, Colloque international organisé par la Faculté de Droit de Paris Saint-Maur et l'Institut de Droit européen des droits de l'homme de Montpellier I, Paris, le 15 novembre 2002, Bruxelles, Bruylant, 2003, pp. 151 - 177.
- 6°) « Elargissement de l'Union européenne et théorie générale du droit : peut-on envisager une théorie générale du droit au-delà de l'Etat ? », contribution au colloque de la CEDECE (Commission pour l'Etude des Communautés européennes) de Besançon des 17 et 18 octobre 2002, *Les Communautés et l'Union européennes face aux défis de l'élargissement*, à paraître en 2003-2004, Paris, La Documentation française ; CD-ROM Numérique DROIT In-Situ.
- 5°) « Le maintien de la vie familiale des étrangers », in *Le droit à la vie privée et familiale au sens de la Convention européenne des droits de l'homme*, F. SUDRE (dir.), Colloque de Montpellier des 22 et 23 mars 2002, Bruxelles, Bruylant, Nemesis, Collection Droit et justice, 2003, pp. 211-239.
- 4°) « *La contribution des ordres régionaux de protection des droits de l'homme au développement d'un monde de droit* », intervention à une table ronde in *La justice pénale internationale*, Colloque des Entretiens d'Aguesseau, Université de Limoges, 22 et 23 novembre 2001
- 3°) « L'acquis et l'élargissement », in *L'acquis de l'Union européenne*, Colloque de Saint-Etienne des 18 et 19 mai 2001.
- 2°) « Le droit au respect de la vie privée et familiale », in *Réalités et perspectives du droit communautaire des droits fondamentaux*, Colloque de Montpellier des 4 et 5 novembre 1999.
- 1°) « La Convention européenne des droits de l'homme comme instrument de convergence entre droit communautaire et droits constitutionnels nationaux », communication au colloque de La Rochelle des 6 et 7 mai 1999, *Droit constitutionnel et droit communautaire : vers un respect constitutionnel réciproque ?*

COMPTE RENDU D'OUVRAGE :

14°) « De l'existence et de la vitalité de l'enseignement du droit des libertés fondamentales. A propos de l'ouvrage de X. Dupré de Boulois, Droit des libertés fondamentales, Paris, Presses universitaires de France, 2018 », *Revue générale du droit on line*, 2018, numéro 29869 (www.revuegeneraledudroit.eu/?p=29869)

13°) Trente ans de droit européen des droits de l'homme, Etudes à la mémoire de Wolfgang STRASSER, Bruxelles, Bruylant, 2007, collection Droit et justice, volume 74, ISBN 978-2-8027-2444-5, 308 pages, Annuaire de Droit Européen, vol. 6, pp. 1271-1272.

12°) SUDRE Frédéric et SURREL Hélène (dir.), Le droit à la non-discrimination au sens de la Convention européenne des droits de l'homme, Bruylant, Bruxelles, 2008, ISBN 978-2-8027-2594-7, 474 pages, Annuaire de Droit Européen, vol. 6, pp. 1265-1267.

11°) FAVREAU Bertrand (dir.), L'avocat dans le droit européen, Bruxelles, Bruylant, 2008, collection de l' Institut des Droits de l'Homme des Avocats Européens, ISBN 978-2-8027-2552-7, 385 pages, Annuaire de Droit Européen, vol. 6, pp. 1254-1255.

10°) RENUCCI Jean-François, Traité de droit européen des droits de l'homme, Paris, LGDJ, 2007, 1135 pages, Annuaire de Droit Européen, vol. 5, Bruxelles, Bruylant, 2010, pp. 994-996.

9°) OBERDORFF Henri, Droits de l'Homme et libertés publiques, Paris, LGDJ, 2008, 474p., Revue du Droit public 2009, pp. 945-948.

8°) Les bienfaits de la juridictionnalisation de la protection supranationale des droits de l'homme », *RFDadm.* 2009, pp. 294-295, compte-rendu de l'ouvrage *Les grandes décisions de la Cour interaméricaine des droits de l'homme*, L. Burgorgue-Larsen et A. Ubeda de Torres, Bruxelles, Bruylant, 2009.

7°) COHEN-JONATHAN Gérard et FLAUX Jean-François, La réforme du système de contrôle contentieux de la Convention européenne des droits de l'homme, Bruxelles, Bruylant, 2005, p. 256, Annuaire de Droit Européen vol. 3, Bruxelles, Bruylant, 2008, pp. 995-996.

6°) ERGEC Rusen, Protection européenne et internationale des droits de l'homme, Bruxelles, Bruylant, 237p., Annuaire de Droit Européen vol. 2, 2006, pp. 1137-1138.

5°) GIULIANI Jean-Dominique, L'élargissement de l'Europe, Paris, PUF, 2004, 128p, Annuaire de Droit Européen, vol. 2, 2006, pp. 1139-1140.

4°) FAVREAU Bertrand (dir.), Quelle justice pour l'Europe ? La Charte européenne des droits fondamentaux et la Convention pour l'avenir de l'Europe, Bruxelles, Bruylant, 2004, 269p., Annuaire de Droit Européen vol. 2, 2006, pp. 1182-1183.

3°) BRIBOSIA Emmanuelle et HENNEBEL Ludovic (dir.), Classer les droits de l'homme, Bruxelles, Bruylant, 2004, 393p, Annuaire de Droit Européen, vol.2, 2006, pp. 1188-1191.

2°) LICHÈRE François, POTVIN-SOLIS Laurence, RAYNOUARD Arnaud (dir.), Le dialogue entre les juges européens et nationaux : incantation ou réalité ?, Bruxelles, Bruylant, 2004, 242p., Annuaire de Droit Européen vol. 2, 2006, pp. 1204-1205.

1°) LUKASZEWICZ Boleslaw et OBERDORFF Henri (dir.), Le juge administratif et l'Europe : le dialogue des juges, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2004, 360p., Annuaire de Droit Européen, vol. 2, 2006, p. 1206.

ARTICLES ET INTERVIEWS DE VULGARISATION DANS LA PRESSE:

Tribune : « Et si, en Afrique de l'Ouest, l'idéal était le régime parlementaire, Jeune Afrique, 26 mai 2024 : <https://www.jeuneafrique.com/1570579/politique/et-si-en-afrique-de-louest-lideal-était-le-régime-parlementaire/> .

Tribune : « Présidentielle malgache : Andry Rajoelina hors course pour crime de double nationalité ? », Jeune Afrique, 7 juillet 2023 : <https://www.jeuneafrique.com/1460778/politique/presidentielle-malgache-andry-rajoelina-hors-course-pour-crime-de-double-nationalite/>

Entretien : « Le principe de non-discrimination est utilisé pour s'affranchir des règles de vie communes », Marianne, 28 juin 2023.

Tribune (dir.) : Les droits des justiciables méritent un Conseil constitutionnel à l'abri de toutes sortes d'influence, Le Monde, 10 avril 2022. « Les droits des justiciables » méritent un Conseil constitutionnel « à l'abri de toutes sortes d'influences, Le Monde 10 avril 2022, avec Jean-Pierre Massias, Xavier Philippe, Dominique Rousseau et un collectif de professeurs de droit public.

Entretiens radiophoniques et télévisuels : Campus FM, CNews, Campus FM, Deutsche Welle ; Radio Canada ; Radio France Internationale ; Radio Suisse Romande ; Canal Académie.

2 Conférences au *Macalester College et au Wells Fargo* de Minneapolis ; 1 conférence à l'Alliance française de Toronto.

Organisation de la célébration du 60e anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme au *Grand-Palais* (le 25 novembre 2008, les 2, 9, 16 décembre 2008 : <http://www.grandpalais.fr/fr/Actualités/Les-mardis-du-Grand-Palais/p-742-Saison-1-2008-2009>.

VALORISATION SOCIETALE :

Intervention dans le panel de Choiseul – Africa, *Vers un Afrique de l'Ouest plus prospère*, le 14 juin 2024 : <https://www.choiseul-africa.com/club-choiseul-arica-vers-une-afrigue-de-louest-plus-prospere/>. Rencontre avec les acteurs socio-économiques.

Intervention dans le panel de la Conférence Internationale des Barreaux, *Les cours régionales des droits fondamentaux en Afrique, en Amérique, en Europe. Quels recours ? Quelle efficacité ?* Maison du Barreau, à Paris, le 12 avril 2024.